

Maghreb-Etudiant



« Notre lutte est une et l'impérialisme est un également. Nous avons tous un seul ennemie commun l'impérialisme ».

BEN BARKA

Bulletin intérieur de
l'Association générale des
Etudiants Musulmans Nord-Africains

ANNÉE 1965-66

N° 3

SOMMAIRE

Editorial	1
Rapport présenté par Ben Barka au Comité Exécutif, de Solidarité des peuples Afro-Asiatiques (Novembre 1960)	2
La Sainte Alliance Panislamique	7
Une nouvelle Manifestation de l'Impérialisme Américain Saint Domingue	9
Le Tricontinental	13
A travers la presse de langue arabe	16
Esquisse de l'Analyse des classes sociales au Maroc, par BRAHIM BOUTALEB	18
Activités de l'A.E.M.N.A.	31
Le Combat Estudiantin	34
Aux côtés de nos frères ouvriers	36
Le Contrôle des Naissances par Michèle JACQUET	42
A travers les livres	51
Rubrique Cinématographique	53
Où va le Sport au Magheb	56

A TOUS LES MILITANTS DE
L'AEMNA

MEILLEURS VOEUX

pour 1966

EDITORIAL

Voilà plus de deux mois que notre camarade, le leader El Mehdi Ben Barka, a été enlevé en plein Paris.

On a beaucoup parlé de cet acte criminel, il y a encore beaucoup à dire, nous espérons que tout sera dit. Pour nous, étudiants maghrébins, un fait est établi, incontestable: la participation effective de hauts fonctionnaires marocains à ce rapt et, selon toute vraisemblance, l'assassinat du leader révolutionnaire par le Général Oufkir, ministre de l'Intérieur. Ce personnage, -"officier français",- se plaît-il à préciser, ce mercenaire qui a déjà fait ses preuves dans les guerres coloniales, particulièrement à l'aise dans "le milieu", n'est pas un inconnu pour nous. Au Maroc du Protectorat, il s'est déjà signalé par les services rendus à ses maîtres de la Résidence Générale et c'est avec une grande agilité qu'il se retrouve, à l'indépendance, au Cabinet Royal. A la tête de la police marocaine, aidé par "des assistants techniques", il organise les brigades spéciales, tristement célèbres, et supervise cette gigantesque opération contre les forces révolutionnaires marocaines s'offrant un procès "d'atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat" qui rabaisse au plus bas degré la justice marocaine. Là encore nous retrouvons cette situation paradoxale: d'un côté ceux qui ont connu les geôles du Protectorat quand Oufkir était le zélé serviteur de la Résidence, ceux qui étaient à la tête de l'Armée de Libération quand le Général faisait partie des forces de répression, ceux qui ont continué le nécessaire et logique combat pour la libération réelle du pays, la libération économique et sociale, le combat le plus juste celui des paysans et des ouvriers marocains, tel El Mehdi, de l'autre les mercenaires, les anciens collaborateurs, les alliés du néocolonialisme et de l'impérialisme international. Récemment encore, lors des manifestations populaires de Mars 1965 à Casablanca, l'Assassin en Chef mitraillait lui-même les masses du haut d'un hélicoptère assouvissant sa soif du sang des marocains... Il lui fallait aussi le sang des combattants de l'extérieur et à leur tête, El Mehdi. En effet, l'organisateur de la Conférence de la Havane, continuant la lutte et l'élargissant à son cadre naturel, celui du Tiers Monde, constituait un danger certain pour l'impérialisme et ses alliés. El Mehdi devait avec Fidel présider la Tricontinental et contribuer ainsi à l'unité et la solidarité des peuples opprimés, réunissant autour de la même table ceux qui luttent pour le même objectif, des combattants vietnamiens aux "fidayins" palestiniens, des maquisards vénézuéliens aux partisans angolais. Le rapt, l'assassinat d'El Mehdi Ben Barka, ne saurait nous étonner outre mesure: les méthodes employées ne sont pas nouvelles au Maroc où elles sont érigées en système. C'est là l'occasion pour l'opinion internationale de connaître le vrai visage de cette dictature fascisante qui s'établit de plus en plus fermement au Maroc ne reculant devant rien et pour qui le crime est monnaie courante. Il y a plus de 30 millions de Ben Barka au Maghreb car si El Mehdi est un leader de premier plan, un révolutionnaire authentique qui faisait trembler les chancelleries impérialistes, il personnifiait aussi un idéal pour les masses maghrébines. Cet idéal ne saurait se réaliser sans combat, sans victimes, sans larmes bien que la funeste liste compte des milliers de "djounouds" algériens, Ferhat Hachech, Aïssat Iddir et tant d'autres tombés sous les balles ennemies. L'idéal de Ben Barka, nous répétons solennellement de le poursuivre quoiqu'il nous en coûte, si long et si ardu que puisse être le chemin.

Nous vaincrons car nous avons la foi.

Gloire à El Mehdi Ben Barka.

Gloire aux fils révolutionnaires du Maghreb.

Nous reproduisons ici le rapport présenté par El Mehdi Ben Barka au Comité Exécutif du Mouvement de solidarité des peuples afro-asiatiques réuni à Beyrouth du 9 au 13 novembre 1960. Cinq années après, cette étude reste valable.

"Aujourd'hui nous retrouvons les peuples du Maghreb unis dans un front commun, comme de 1953 à 1955, en lutte armée contre le système colonial qui avait réussi, fin de 1955, à disloquer ce front en offrant l'indépendance de la Tunisie et du Maroc.

Ceux des révolutionnaires qui avaient accepté le compromis estimaient que ces indépendances, même incomplètes (puisqu'elles maintenaient la domination militaire et économique), devraient servir de tremplin à l'ensemble du Maghreb en apportant un soutien plus efficace et de plus en plus étendu à la lutte pour la libération de l'Algérie, avec la conscience que là se concentrerait l'effort de l'impérialisme.

Mais la conjonction des intérêts impérialistes, d'une certaine politique néo-colonialiste et de la soif de pouvoir d'éléments locaux de la semi-féodalité, de la grande bourgeoisie anti-populaire et des compradores a fait évoluer les événements dans un autre sens. La main-mise sur la direction du gouvernement national par certains dirigeants alliés à ces intérêts divers a réussi pendant quelques années à démobiliser les énergies populaires.

Il a fallu que le 25 janvier 1959 la base populaire du mouvement national dénonce l'incapacité et la défaillance des dirigeants traditionnels de l'Is-tiglal et proclame, le 6 septembre suivant, la constitution de l'Union Nationale des Forces Populaires pour qu'une remobilisation du peuple devienne possible en vue de la poursuite de la lutte nationale.

La direction du mouvement de libération nationale revenait alors aux forces motrices qui avaient conduit le combat jusqu'en 1956 et qui avaient su mobiliser l'ensemble de la population.

Pendant les quatre années de "démobilisation", des efforts incessants ont été déployés par les éléments réactionnaires alliés à l'impérialisme pour désagréger ces forces, soit en suscitant une multiplication des partis politiques et de soi-disant associations de résistance ou de syndicats, soit en provoquant des mouvements séparatistes d'inspiration tribale ou pseudo-religieuse (1)

La création de l'U.N.F.P. mit un terme à cette action de sape et de désagrégation en dénonçant ses auteurs et en réalisant à nouveau le groupement de toutes les forces nationales animées du même esprit de lutte contre toutes les formes de domination coloniale et d'exploitation.

Ce qui était apparu pendant quelque temps comme une simple lutte interne pour le pouvoir entre factions plus ou moins progressistes de la bourgeoisie nationale devint un affrontement bien net entre l'ensemble des forces populaires anti-impérialistes d'un côté et les éléments semi-féodaux aux réactionnaires liés directement ou indirectement aux intérêts étrangers.

La réalité de ce front national se concrétisait de plus en plus dans les prises de position solidaires des diverses couches sociales du peuple marocain devant les problèmes nationaux:

- travailleurs manuels et intellectuels organisés dans la puissante centrale de l'Union Marocaine du Travail aux 600.000 adhérents,
- hommes de la résistance et de l'armée de libération, essentiellement d'origine rurale ou néo-citadine,
- artisans et petits commerçants constituant une classe moyenne qui n'a cessé d'alimenter les rangs du mouvement national,
- jeunesse estudiantine organisée au sein de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc (U.N.E.M.)

Tous, quoique différant par leur appartenance politique ou leur milieu social, ont un égal désir d'union et d'action patriotique, ont proclamé le 6 septembre 1959:

"qu'il n'y a aucune contradiction entre les intérêts des différentes couches sociales du peuple marocain et que seule l'union peut faire échec aux visées impérialistes et assurer la réalisation des objectifs nationaux."
et ont affirmé que

"les organisations politiques dans leur forme actuelle sont viciées et inadaptées à l'éducation et à l'entraînement des masses dans les tâches constructives";
et qu'elles

"constituent l'instrument de division et même un paravent pour la défense ou l'acquisition de positions personnelles, quand elles ne favorisent pas l'intervention étrangère et ne servent pas des intérêts sordides inavouables; "

Ce fut un grand moment de clarification pour le peuple marocain qui avait été soumis depuis la proclamation de l'indépendance à une entreprise sournoise de mystification et de confusion. L'union recréée laissait en dehors d'elle les ennemis avoués ou non du peuple marocain, y compris les caïds, les ulémas et autres agents dociles du Protectorat qui servent d'appui à ce même Palais qu'ils ont combattu en 1953.

La lutte nationale pour la liberté allait reprendre, sous la direction cette fois des forces réellement révolutionnaires, dynamiques et vigilantes.

Reprise de la lutte de libération nationale

Celle-ci fut engagée alors sérieusement sur le plan officiel par les dirigeants de l'U.N.F.P., Abdoullah Ibrahim et Abdourahim Bouabid, devenus président et vice-président du Conseil des ministres du gouvernement royal après l'élimination de la direction du gouvernement de M. Ahmed Bahafrej, dirigeant déchu du secrétariat général de l'Istiqlal.

Durant l'année 1959 et jusqu'au mois de mai 1960, le gouvernement Ibrahim, malgré les positions ministérielles importantes encore occupées par les éléments rétrogrades, a pu poser les problèmes fondamentaux de la libération nationale.

Des résultats positifs ont été atteints mettant en péril les positions de l'impérialisme et de ses alliés à l'intérieur du pays:

- retour aux paysans et distribution sous forme coopérative de 44.000 hectares spoliés par la colonisation française,
- préparation du dossier d'autres centaines de milliers d'hectares également spoliés par les colons qui possèdent encore près d'un million d'hectares,
- nationalisation du commerce extérieur du thé, boisson traditionnelle du Maroc,
- institution de la Banque Nationale d'Emission et de la Banque de Développement Economique,
- contrôle des transferts de capitaux à l'étranger,
- mise en place des instruments de préparation et d'exécution d'un plan quinquennal devant permettre une refonte des structures et la réforme agraire et assurer la modernisation rurale, une réelle industrialisation et la formation des cadres,
- suppression des émissions radiophoniques étrangères.;

Cette action particulièrement concentrée dans le domaine de la libération économique visait à enlever au système néo-colonialiste ses moyens de pression et de chantage afin de permettre la liquidation des autres vestiges de la domination coloniale sur le plan militaire.

L'opposition à cette action de libération nationale n'a cessé d'être menée à l'intérieur même du gouvernement par le prince héritier Moulay Hassan, qui s'appuyait sur une armée et une police inspirées par les conseillers français (et plus discrètement par les nouveaux conseillers américains) et encadrées pour la plupart par des officiers marocains mercenaires qui avaient servi dans les rangs de l'armée coloniale, notamment dans la guerre d'Indochine. Mais il y eut une période d'hésita-

tion, le roi Mohamed V se méfiant du caractère gasardeux et aventurier de la politique anti-populaire et anti-nationale préconisée par son entourage et par le prince héritier. Une action psychologique fut entreprise par cet entourage et associée à certaines opérations policières contre de soi-disants complots.

Ce fut alors:

- l'étouffement du congrès des étudiants et la poursuite de la presse nationale qui en publiait les résolutions (août 1959),
- l'interdiction du quotidien progressiste At-Tahrir et l'arrestation de son directeur et de son rédacteur en chef, Basri et Youdoufi, tous deux fondateurs de la résistance et de l'U.N.F.P.,
- le procès d'intention intenté au Parti communiste (octobre 1959),
- l'arrestation d'une vingtaine de dirigeants de l'U.N.F.P. anciens résistants ou chefs de l'armée de libération,
- et surtout, le désarmement et la liquidation de l'armée de libération marocaine du Sahara qui n'avait cessé depuis 1956 de protéger le flanc sud-ouest du peuple algérien combattant.

Cependant, les patriotes dans le gouvernement Ibrahim poursuivaient imperturbablement leur action de liquidation du système colonial. Après avoir obtenu l'annonce de l'évacuation des forces américaines, ils s'attaquèrent immédiatement au problème de l'évacuation des forces françaises qui continuaient leur action ouverte ou d'espionnage contre le mouvement de libération au Maroc et en Algérie.

L'accord du roi fut obtenu au mois d'avril en Conseil des ministres qui arrêta une méthode et un calendrier pour cette évacuation. Le 1er juillet 1960 était la date limite pour sa réalisation par les voies diplomatiques. Passé ce délai, le plan d'action prévoyait la remise à la disposition du gouvernement français de tous les officiers français et "conseillers techniques" des forces armées royales, de la gendarmerie et de la police, et l'appel au peuple pour l'engager dans l'action directe en vue de réaliser l'évacuation.

Celle-ci était entendue dans la pleine acceptation du terme et ne pouvait être camouflée par une simple substitution du drapeau national à l'emblème de l'occupation étrangère. La tentative d'opérer une telle mystification, se heurta immédiatement à un échec: l'ambassadeur des Etats Unis vint en effet demander au président Ibrahim, également ministre des affaires étrangères, l'agrément pour un groupe d'officiers des bases américaines, dont le commandant Blair, comme attachés militaires à l'ambassade et en même temps "conseillers" du prince héritier Moulay Hassan, chef de l'état major des forces armées royales, qui avait déjà donné son consentement. Le refus d'Ibrahim d'accorder cet agrément, coïncida étrangement avec la dissolution par le roi, le 19 mai, du gouvernement qu'il présidait.

Il était évident que la détermination anti-impérialiste de ce gouvernement ne pouvait pas laisser indifférents les grands intérêts étrangers qui, derrière l'indépendance marocaine, entendaient perpétuer un système de domination coloniale appuyé sur un régime semi-féodal. L'entourage réactionnaire du roi, aux ordres de ces intérêts, entreprit une action énergique pour obtenir l'élimination, coûte que coûte, des représentants de l'U.N.F.P. au gouvernement. Ce fut le coup d'état royal et la constitution d'un ministère présidé par le roi lui-même et son fils le prince Moulay Hassan, basé sur une clientèle liée soit à la famille royale, soit aux grandes familles commerçantes et terriennes privilégiées du régime.

Les forces populaires affrontent le néo-colonialisme.

=====

A partir du milieu de l'année 1960, le cinquième gouvernement marocain indépendant risquait de prendre un nouveau visage, non plus celui qui avait stimulé le combat, des forces populaires, et pour lesquelles l'indépendance avait un contenu de démocratie, de progrès et de promotion des masses populaires, mais celui d'un

colonialisme grisé qui porte un nom devenu classique avec un certain nombre d'indépendances récemment octroyées en Afrique: le néo-colonialisme.

Les initiatives du nouveau cabinet royal sont de nature à remettre en cause la politique de libération et de non-dépendance et à faire perdre les fruits de la victoire remportée par le peuple dans sa lutte pour l'affranchissement économique et politique du pays.

Le plan quinquennal préparé par le précédent gouvernement fut présenté en juillet dernier par le nouveau Vice-président du conseil, le prince Moulay Hassan, sous une forme profondément remaniée qui ne laissait place à aucune réforme de structure, aucune réforme agraire, et en faisait un moyen de renforcer la domination des capitaux étrangers et le système militaire et policier.

Loin de servir d'instrument de mise au travail du pays et de mobilisation démocratique des masses populaires pour l'édification nationale, il constitue un véritable retour en arrière et aboutit, selon les déclarations mêmes du ministre du Travail du cabinet royal, à un accroissement du chômage.

Cette régression dans le domaine de la libération économique est assortie d'une série de mesures anti-démocratiques, destinées à freiner la réaction populaire.

Effrayés par les résultats des élections en mai dernier aux Chambres de commerce, aux municipalités et aux communes rurales qui consacrèrent la victoire de l'U.N.F.P., convaincus de la réalité de cette union de forces populaires qui se manifesta à plusieurs reprises par des grèves générales de protestation groupant ouvriers, agriculteurs, commerçants, fonctionnaires et étudiants et immobilisant la vie nationale, les éléments réactionnaires installés au gouvernement se sont délibérément engagés dans une véritable épreuve de force à l'égard des masses populaires:

- annulation des élections à la chambre de commerce de la capitale économique, Casablanca, d'où les compradores avaient été éliminés en mai 1960 par la masse des petits commerçants progressistes;

- constitution de facto, légalisée le 20 octobre 1960, d'une centrale syndicale artificielle - l'Union Générale des Travailleurs Marocains (U.G.T.M.) - pour tenter de briser l'unité de la classe ouvrière organisée dans l'Union Marocaine du Travail;

- adoption de mesures arbitraires contre la presse démocratique interdite (Al Moukafih, communiste) ou régulièrement saisie (Er-Rai-el-am, de l'U.N.F.P., L'Avant-Garde, de l'U.M.T.);

- nomination d'anciens officiers de l'armée française convaincus d'activités anti-nationales comme gouverneurs et à la direction des services de sécurité ou de gendarmerie;

- remplacement à divers leviers économiques et financiers de techniciens progressistes (1) par des hommes liés aux intérêts des grandes familles semi-féodales ou bourgeoises soucieuses de se substituer à l'exploitation mercantile et colonialiste.

Mais ce n'était là que des opérations secondaires destinées à détourner l'attention du peuple marocain de la nouvelle orientation prise par la politique officielle vis-à-vis de l'impérialisme.

Au Congo, les forces armées royales se comportaient sous la bannière des Nations Unies en véritables troupes coloniales. Leurs officiers sont considérés par les observateurs impartiaux comme partiellement responsables des complots néocolonialistes fomentés contre le gouvernement légal Lumumba, faisant ainsi le jeu de ceux qui tentent à faire lutter des africains contre leurs frères africains. Cependant il était question de tripler les effectifs de l'armée royale, de les porter à 100.000 hommes et de les doter d'un équipement et d'un encadrement américains.

Au Maroc même, le plan préparé pour l'évacuation des forces étrangères était

abandonné.

Le 1er septembre 1960, le cabinet royal signait avec l'ambassadeur de France, M. Parodi, un accord destiné à permettre le maintien des bases françaises sous forme d'écoles jusqu'à la fin de 1963.

C'est là la consécration de la semi-féodalité installée au pouvoir dans le camp impérialiste. Ceci plaça les forces populaires devant le devoir de réagir énergiquement, sans se laisser induire en erreur par les opérations de diversion ou de camouflage que sont:

- l'affaire de Mauritanie (2),
- la fermeture du consulat de France à Oujda (3),
- l'expulsion de quelques colons de cette région.

Il devenait évident que le peuple marocain se trouvait devant la menace de voir son pays devenir l'agent d'actions sounoises d'un néo-colonialisme camouflé sous le drapeau de l'armée nationale. D'une façon plus directe encore, le Maroc devient une base légalement reconnue d'entraînement et de départ pour les forces d'agression contre la révolution algérienne, servant ainsi la stratégie impérialiste soucieuse avant tout de maintenir sa domination sur cette rive de la Méditerranée même s'il fallait provoquer la palestínisation du Maghreb, le partage de l'Algérie et la constitution d'un équilibre statique basé sur la coexistence de régimes néo-colonialiste, fasciste et semi-féodal.

Le gouvernement royal se trouve devant un choix inéluctable: refuser l'aide déjà officiellement accordée à l'armée française et s'engager avec les masses populaires aux côtés du peuple algérien, ou s'opposer à la mobilisation décidée par le peuple marocain pour la liquidation définitive du système de domination colonialiste au Maghreb.

(1) Direction du Bureau d'Etudes et de Participation Industrielle, Banque de Développement Economique, Bureau de Recherches et de Participation Minière, Office des Phosphates, etc...

(2) Présentée comme une affaire d'annexion en contradiction avec le courant de libération en Afrique et alors que l'armée de libération de Mauritanie venait d'être désarmée par le Palais. La position de l'Union Nationale des Forces Populaires sur cette question se résume en deux mots: auto-détermination et appartenance au Maghreb.

(3) Alors que l'on venait de nommer gouverneur dans cette province le colonel Ben Larbi, ancien officier de l'armée française ayant servi notamment en Indochine.

EL MEHDI BEN BARKA.
(Tiers Monde, dec. 1960)

+++++

* Jalal Kaouch, valeureux moujahid palestinien, vient de mourir entre les mains de la police libanaise, après avoir été atrocement torturé. Est-ce là le fruit du sommet arabe de Casablanca? La nation arabe s'élève quant à elle contre ce coup porté à ses plus authentiques représentants^{les}, combattants palestiniens. Des manifestations ont eu lieu à Damas, entre autre devant l'ambassade libanaise pour flétrir ces menées crapuleuses des barbouzes et de la flicaille.

La Sainte Alliance Panislamique
Un nouveau Pacte de Bagdad?

L'année 1966 aura vu surgir ou plutôt renaître sous des formes inattendues un mouvement qui, ayant joué lors de la Renaissance Arabe du XIX^e siècle un rôle assez positif, semblait sinon éteint du moins assoupi depuis un certain temps déjà: le Panislamisme.

En effet, le Panarabisme et les processus de rapprochement inter-arabe revêtent des formes idéologiques et organisationnelles de plus en plus positives et semblent en voie de déboucher sur des perspectives révolutionnaires nouvelles pour le cadre du tiers monde tout entier. Aussi voit-on soudainement se dresser à contre courant les champions multiples et disparates d'un Panislamisme qui semble sortir tout seul de la "boîte à secrets" de l'histoire.

Quelle signification attribuer à cette résurgence inattendue? Quelle fonction concurrentielle ou destructive lui assigne-t-on en d'occultes officines?

Le mouvement panislamique, parti du réformisme islamique des Pionniers du XIX^e siècle (Asr En-Nah'd'a) et repris vers les années 1930 par un mouvement à objectifs politico-religieux: l'Association des Frères Musulmans, avec Hassan El Banna comme chef de file, qui en font, quoiqu'incontestablement sur des bases confuses voire de Théocratie (sous Ijtihad), un efficace instrument anti-impérialiste.

De toute façon et avec ces réserves le résultat est là: l'on peut dire que c'est en partie grâce à ce mouvement que d'abord Nasser va s'imposer en Egypte puis cesser de jouer les courtiers habiles vis à vis de l'impérialisme Anglo-américain. (Nous sommes en 1954). Mais bientôt l'on va assister dans le monde arabe à la mon-

tée du progressisme panarabe qui va s'imposer comme la principale force motrice malgré les contradictions et les luttes intestines qui déchirent trop souvent.

Alors et dans le même temps il va se produire une série de phénomènes éminemment significatifs: On verra les ex-champions panislamistes qui condamnaient l'immixtion étrangère dans les affaires arabes, jouir du soutien de l'ancien ennemi principal: l'impérialisme occidental. La tendance amorcée dès 1957 en Syrie s'amplifie peu à peu jusqu'aux complots de l'été 1965 en Egypte que nous avons tous encore en mémoire. Voilà le premier point que nous voulions éclaircir. Est-ce tout? Non! Ces faits ne constituent que le premier élément d'un puzzle dont les complexes et laborieuses opérations d'assemblage se déroulent sous nos yeux.

Quels en sont les autres éléments?

Il ne s'agit plus cette fois d'un mouvement politique qui tourne le dos à son passé mais plutôt de la collusion de la quasi totalité des gouvernements. En effet, tandis que les régimes authentiquement progressistes sont en proie à des difficultés internes, d'édification socialiste, menacés constamment par les périls extérieurs et contraints d'épuiser les forces qui leur restent à soutenir dans le monde arabe comme ailleurs les mouvements progressistes en péril; tandis que d'autres régimes se sont trouvés, hélas, à la croisée des chemins..., on voit s'opérer sur la base commune du Panislamisme une conjonction diplomatique inattendue.

Deux chefs d'Etat arabes se distinguent particulièrement; le premier au Maghreb arabe, le Président Bourguiba qui, avec la complicité discrète du Roi Hassan II, depuis l'accession de la Tunisie à l'Indépendance et naturellement depuis sa participation en tant qu'Etat à la Politique Arabe, n'a de cesse d'aiguiser inlassablement des armes nouvelles contre non seulement toute aspiration unitaire arabe mais encore la seule et bien débile institution de coopération interarabe: la Ligue Arabe.

Cette fois c'est un cheval de bataille encore plus étrange qu'enfourche le Président Bourguiba pourtant réputé laïciste et dont on connaît les allégations maintes fois réitérées d'appartenance organique du Maghreb au monde occidental.

Qui d'autre en effet, a pris, au Printemps 1965, - après avoir tenté de saborder la question palestinienne (1) au cours de son passage à Riad, Ankara et Téhéran - l'initiative d'actualiser le projet de Panislamisme?

En outre il faut noter que ce même Président, ayant vu ses idées recevoir un accueil favorable auprès de ces régimes ~~plus occupés~~ ailleurs de leurs relations avec l'OTAN ou le CENTO, que d'oecuménisme islamique- ne s'en tient pas là, ce qui permet de replacer ces intentions dans leur véritable contexte, mais non content de noyer le poisson panarabe au Moyen-Orient sur la base d'un panislamisme édulcoré pouvant aller de l'Arabie Séoudite, l'Iran, voire jusqu'à l'Indonésie d'après le coup d'Etat, il s'emploie depuis cet automne à édifier une autre digue de séparation entre le Maghreb et le Machreq Arabes en proposant à la suite d'un récent voyage en Afrique Noire d'intégrer le Maghreb dans un ensemble francophone avec le lequel il se découvre, soudainement, je ne sais quelles nouvelles affinités organiques.

Le second chef d'Etat est au Machreq, le nouveau Roi Fayçal d'Arabie; lui aussi tournant résolument le dos non seulement à un passé wahhabite, mais au passé anti-impérialiste de son royaume celui des alliances tripartites de 1955 dirigées contre le Pacte de Bagdad. Fayçal vient de passer aux Anglo-américains, une des commandes d'armement les plus importantes parmi celles effectuées depuis la deuxième guerre mondiale (l'équivalent de plus de quatre fois le budget syrien).

On est en droit de se demander contre qui ces armes risquent d'être dirigées?

Contre les ennemis du monde arabe ou bien plutôt, - le roi Fayçal ayant témoigné de son adhésion au projet Panislamiste et s'associant de plus en plus ouvertement à son compère Iranien dans la lutte active contre les Républicains Yéménites- contre les mouvements et les régimes progressistes du monde arabe, tandis qu'il s'emploie actuellement, tout en paraissant jouer les arbitres impartiaux à faire basculer carrément l'Irak (récupérable) dans le camp réactionnaire.

Voilà le deuxième groupe d'éléments du puzzle politique mais c'est la troisième série d'éléments qui permettra de découvrir à notre avis la véritable clef de ce mécanisme complexe: la déliquescence actuelle des alliances impérialistes (CENTO-OTASE) qui tentent d'insérer le monde afro-asiatique dans leur réseau: l'Acte de décès du Pacte de Bagdad datant du 14 juillet 1958 n'est pas consommé puisque depuis on n'a jamais cessé de préparer les cadres futurs d'une Grande et Sainte Alliance Réactionnaire Pro-impérialiste de remplacement.

Tel est le sens multipolaire des grandes manoeuvres réactionnaires et impérialistes qui se déroulent autour du mouvement Panarabe et préfigurent la tentative d'intégration du monde arabe dont l'unité serait * par ce moyen dans une série d'ensembles relevant en dernière instance de l'orbite impérialiste et leurs consortiums pétroliers.

La lutte est donc sérieusement engagée. Puisse le mouvement progressiste arabe, surmontant ses contradictions internes trouver la force de faire front.

(1) Voir "Le Monde" - 13-1-66.)

* détruite

=====

*35 intellectuels tunisiens (enseignants, chercheurs, peintres, médecins, écrivains) ont signé une pétition exprimant leur inquiétude devant la poursuite de la "guerre insensée" au Vietnam. On lit dans cette pétition: "Ils (les intellectuels tunisiens) sont convaincus que le problème vietnamien ne peut être résolu par la force militaire et que seule la négociation avec le principal interlocuteur, le F.N.L. et sur la base des accords de Genève conclus en 1954, c'est à dire sur la base du droit inaliénable du peuple vietnamien à l'indépendance, à l'intégrité territoriale, et l'unité nationale peut apporter à ce problème sa juste résolution."

Une nouvelle manifestation de l'Impérialisme américain:

Saint-Domingue

Contribution de notre actif camarade Abderrahmane DENDEN, Président de la filiale de Nancy, voici un article très instructif sur la situation à Saint-Domingue. Nous remercions DENDEN pour cet excellent travail et appelons tous nos militants à nous fournir de telles études.

L'on se rappelle sans doute de l'élimination physique du dictateur néo-fasciste Trujillo, en mai 1961 par les patriotes dominicains excédés de voir leur pays soumis à la volonté d'un homme et de sa famille soutenus directement par l'impérialisme américain; quelques temps plus tard, un gouvernement, beaucoup plus représentatif du peuple dominicain était élu; début 1963, Juan Bosch devint Président de la République et entreprit des consultations populaires notamment avec les partis de gauche dont le P.C. dominicain, en vue de réaliser les réformes qu'imposait la situation économique et sociale du pays. Ces entreprises prirent fin avec le gouvernement Bosch, renversé en septembre 1963 par une ^{militaire} ~~junte~~ trujilliste dirigée par Meid Cabral. Après avoir feint d'hésiter, les USA reconnurent le Triumvirat Trujilliste, au mépris de principes démocratiques qu'ils prétendaient incarner.

Le 24 avril 1965, un groupe d'officiers nationalistes se souleva contre la junte et appela la population à se joindre au mouvement; ce que celle-ci fit avec enthousiasme. Dès le 25 avril Meid Cabral et sa clique sont démis de leurs fonctions et un gouvernement provisoire est nommé par le Parlement et présidé par Molina Urena, Président de la Chambre. La légalité constitutionnelle est rétablie; le peuple et les partis de gauche se prononcent pour le retour de J. Bosch, et c'est à ce moment là que se situe l'intervention armée des USA; intervention qui allait sauver de l'écrasement les contre-révolutionnaires du Général Wessin et par là empêcher que le peuple dominicain se donne le gouvernement de son choix.

Il convient d'abord d'exposer les arguments politico-juridiques présentés par les USA, puis de les réfuter, tâche aisée, car rarement un pays s'était trouvé dans une position aussi indéfendable. Il faudra ensuite analyser le vrai sens d'une intervention comme composante d'un impérialisme de plus en plus virulent.

-I- La réfutation des arguments américains.

Le rapport du département d'Etat du 7 mai 1965 relatif à l'affaire de Saint-Domingue présente une série d'arguments à l'appui de l'intervention américaine dont les trois principaux sont les suivants:

- Intervention dans un but d'humanité.

- Maintien des troupes dans l'île afin de préserver la capacité d'action de l'organisation des Etats américains. (O.E.A.)

- "Conspiration communiste".

Examinons successivement, sous l'angle juridique et politique, ces trois points:

1) Intervention dans un but humanitaire:

L'intervention d'humanité est certes, admise en Droit International: il s'agit par exemple, pour un Etat de préserver la vie de ses ressortissants qui résident dans un pays étranger où se produisent des troubles. Les citoyens des U.S.A. étaient-ils menacés par le conflit intérieur dominicain? En réalité, les USA se sont servis d'un vocable juridique pour intervenir dans les affaires intérieures d'un pays.

Avait-ils besoin de 20 000 "marines", d'une flotte navale considérable, d'un délai aussi long pour procéder au rapatriement de leurs ressortissants? Assurément pas. Ce qui est incontestable, c'est que les USA sont intervenus au moment où le mouvement populaire allait écraser les forces obscures de la réaction.

2) L'"action" de l'OEA:

L'argument Humanitaire ne pouvant convaincre personne, Washington a donné d'autres explications: Johnson n'aurait envoyé des troupes à Saint-Domingue qu'à la demande des "autorités légales" de l'île, c'est à dire à la demande de la Junte. Or, dès le 25 avril, 3 jours avant l'intervention US, le gouvernement Meid Cabral avait démissionné et avait perdu par là tout caractère légal et l'argument américain toute valeur.

Les USA comptaient beaucoup sur la "compétence" de l'OEA pour résoudre la crise; ils ont, disent-ils, maintenu leurs troupes à Saint-Domingue pour "préserver la capacité d'action" de l'OEA dont l'article 1er dispose qu'elle a été créée en vue de parvenir "à un ordre de paix et de justice", de maintenir la solidarité entre pays membres, de renforcer leur collaboration et de défendre leur souveraineté, leur intégrité territoriale et leur indépendance".

Raisonnons comme si l'OEA était compétente en la matière: d'après la Charte de cette organisation, les USA auraient dû d'abord consulter leurs partenaires avant d'entreprendre une quelconque action et cette action n'aurait été entreprise qu'au nom de l'OEA et dans les limites fixées par celle-ci. Or les USA ont méprisé l'organisation du système inter-américain en intervenant unilatéralement.

Mais qu'en est-il de la compétence de l'OEA? La plupart des pays latino-américains contestent la compétence de l'OEA. Le Chili, le Costa Rica, le Mexique, l'Uruguay, le Venezuela ont nettement affirmé qu'il s'agissait d'un conflit intérieur dominicain, échappant ainsi à la compétence de l'OEA.

Il ne s'agissait pas d'une "agression" au sens des articles 24 et 25 de la Charte, agression qui aurait légitimé une riposte du système américain ou des USA seuls. Excepté le cas de légitime défense (A. 51 de la Charte de l'ONU) aucune intervention n'est permise par le droit international positif (A.2, al. 4) de la Charte de l'ONU), la Cour internationale de Justice condamne également l'intervention sous toutes ses formes dans un arrêt du 9 avril 1949 (Affaire du Détroit de Corfou, opposant l'Albanie et la Grande-Bretagne, celle-ci ayant violé les eaux territoriales albanaises.)

Les articles 15, 16 et 17 de la Charte de Bogota reprennent fermement ce principe général du Droit International: "aucun Etat ou groupe d'Etats n'a le droit d'intervenir directement ou indirectement, pour quelque motif que ce soit dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre Etat..."

L'intervention ne serait valable que lorsqu'elle est consentie par un accord préalable entre Etats, soit sous forme de traités, soit sous forme d'appel lancé par un gouvernement légal à un autre gouvernement. Les USA ont d'ailleurs largement utilisé ce procédé en imposant aux Etats d'Amérique centrale des traités leur permettant d'intervenir à leur guise dans les affaires de ces Etats: ce sont les honteux traités "d'ingérence et de garantie" signés avec Cuba (1903), la République Dominicaine (1905); les Honduras (1911), Haïti (1915), Panama (1903 et 1906)

Toujours en quête de justifications, les USA invoquent, à l'appui de la compétence, de l'OEA, l'article 52 de la Charte de l'ONU; il est certes vrai que l'a. 52 prévoit l'existence d'organismes régionaux destinés à se substituer à l'ONU en vue de régler des conflits d'ordre local; mais ces organismes régionaux ne peuvent que "pacifiquement" régler de tels conflits (a. 52, Al. 2).

Une action coercitive entreprise par un organisme régional n'est conforme à la charte de l'ONU, c'est à dire au Droit international positif, que si elle est autorisée par le conseil de Sécurité (art. 53, al. 1).

Le Conseil de Sécurité, saisi de l'affaire par l'Union Soviétique, a implicitement

condamné l'intervention des USA et celle de l'OEA en envoyant un observateur à Saint-Domingue.

3) La pseudo-conspiration communiste:

Les USA utilisent le dernier argument suivant : la révolution Dominicaine, au départ "démocratique", est passée sous le contrôle de conspirateurs communistes et cette situation, si on n'y remédiait pas, empêcherait l'OEA d'assister la République Dominicaine en vue de choisir librement son propre gouvernement. Washington affirme même que la révolution dominicaine du 24 avril a été patronnée directement par les puissances communistes, y compris Cuba bien entendu, qui aurait ainsi porté atteinte à l'indépendance et à l'intégrité de Saint-Domingue; les USA seraient légalement intervenus conformément à l'art. 1er. de la Charte de Bogota.

Il suffit d'examiner la situation de Saint-Domingue pour se rendre compte que de telles déclarations sont des plus fantaisistes. La révolution Dominicaine réclamait le retour à la légalité, c'est à dire le retour aux institutions de 1963, renversées par les Trujillistes avec la bénédiction des USA.

A la vérité, les USA érigent en principe général du Droit International la "lutte anti-communiste"; il suffit qu'un mouvement anti-fasciste éclate quelque part en Amérique Latine ou ailleurs pour que les USA se croient obligés d'intervenir; ils appliquent purement et simplement la politique du gros bâton, politique qui trouve son origine dans la doctrine de Monroe, en ce qui concerne l'Amérique Latine.

II) Le vrai sens d'une intervention:

En Amérique Latine, les USA pratiquent, depuis 1823, un impérialisme qu'ils ont eu le temps d'organiser ; la doctrine de Monroe marqua la naissance, 40 ans après celle des USA, de cet impérialisme.

Les divers traités, bilatéraux ou multilatéraux, passés avec les Etats latino-américains surtout depuis le début du 20e siècle ont tous eu pour but de "légaliser" l'impérialisme US dans l'hémisphère occidental; c'est le cas de la Charte de Bogota du 30 avril 1948 instituant l'OEA.

Depuis la fin de la guerre mondiale, l'impérialisme américain déborde le continent américain pour sévir partout ailleurs, notamment en Asie en ce moment même.

1) La doctrine de Monroe:

Cette doctrine, qui porte le nom du Président de l'époque, a été formulée le 2 décembre 1823: les USA s'opposent à toute intervention européenne dans les affaires des Etats américains et en contre partie ils s'engagent à ne pas se mêler de ce qui se passe en Europe; on sait que cette dernière disposition est abandonnée puisque les USA, depuis 1945 surtout, interviennent politiquement, militairement, économiquement en Europe et ailleurs; par contre, en ce qui concerne l'Amérique Latine, la doctrine de Monroe reste plus que jamais en vigueur; les Etats américains restent sous la "protection" des USA, ce qui permet à ces derniers d'agir librement à leur égard.

La doctrine de Monroe, du moins appliquée à l'Amérique Latine, n'est donc pas une doctrine de non-intervention, bien au contraire ; elle ne peut non plus constituer une règle de Droit International, vu son caractère unilatéral. Il s'agit d'une simple règle politique destinée à placer sous la bannière US tout le continent américain. Dans cette optique, les USA ont imposé au début du 20e siècle, aux Etats d'Amérique centrale des traités leur permettant de diriger la politique générale de ces Etats. Vis à vis de l'Amérique du Sud, cette mainmise des USA, quoique moins forte, était et demeure pesante; l'économie de tout le continent est sous le contrôle direct (Salvador, Panama, Guatemala notamment) ou indirect (Argentine,

Brésil notamment) des monopoles américains et toute tentative de réforme économique et sociale se heurte à l'hostilité paralysante de Washington. C'est ce qui explique que les USA imposent ou favorisent le maintien ou l'accession au pouvoir de groupes réactionnaires d'une docilité légendaire. Cette politique est couramment pratiquée depuis le début du 20^e siècle: les USA ont déjà occupé Saint-Domingue pendant huit ans, de 1916 à 1924, et ne l'ont quittée que quand ils ont créé une caste militaire capable de se maintenir au pouvoir et d'obéir à leurs ordres sans discussion. Ils sont également intervenus dans de nombreux autres pays, toujours dans le but de favoriser la création de gouvernements dociles ou pour juguler une révolte populaire.

2) La charte de Bogota: paravent de l'impérialisme américain; après la 2^{de} guerre mondiale, devant la recrudescence des révoltes populaires et les critiques de l'opinion publique, les U.S.A. se sont préoccupés d'un cadre juridique qui légaliserait leur politique. Ils ont créé l'O.E.A. par la charte de Bogota. Théoriquement cette charte reconnaît le principe de l'égalité juridique entre les états membres, c'est à dire les U.S.A. et les 19 autres états américains (excepté le Canada et Cuba exclus lors de la conférence de Punta del Este en 1962). Elle exclut toute intervention dans les affaires des Etats américains. Les U.S.A. allaient-ils enfin traiter les Etats de l'hémisphère occidental comme tels? Cette éventualité n'a jamais été sérieusement envisagée. En réalité, l'O.E.A. est incapable de trancher un conflit entre un Etat américain et les U.S.A. autrement qu'en conformant à la volonté de ces derniers. En 1954, pendant que l'O.E.A. enquêtait sur la situation au Guatemala, les américains faisaient remplacer le gouvernement démocrate ARBENZ par une junte militaire plus docile. En 1960 les Etats latino-américains, par la voix du ministre des affaires étrangères colombien (AYALA), déclaraient que Cuba n'avait pas besoin d'une protection de l'U.R.S.S., parce que sa liberté d'action était garantie par le principe de non-intervention qui est "l'épine dorsale du système inter-américain". Mais les U.S.A. appliquèrent une politique diamétralement opposée en ordonnant l'invasion de la Baie des Cochons en avril 1961 et en imposant l'exclusion de Cuba de l'O.E.A. En principe l'O.E.A., si elle ne parvenait pas à résoudre un conflit inter-américain, devait se charger sur le conseil de sécurité (art. 52 de la charte); jusqu'à présent les U.S.A. ont empêché tout recours devant le Conseil de Sécurité, surtout quand ils sont partie au conflit; seul Cuba a défié avec succès l'impérialisme américain en s'adressant à l'organisation universelle.

Conclusion: Cuba, le Vietnam, Saint Dominique etc... sont des manifestations ^{ou} vertes de l'impérialisme américain; les interventions indirectes ne se comptent plus. De nouvelles victimes sont à craindre dans le proche avenir. L'expérience montre que le Tiers-Monde est la cible n° 1 des impérialistes. Il est donc indispensable que l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine s'organisent séparément puis collectivement, en vue d'étudier les moyens de lutter efficacement contre l'impérialisme, étude qui fait l'objet de la conférence des trois continents à La Havane.



* "La guerre civile est inévitable", déclare M. Barney Desai, président du Congrès sud-africain des gens de couleur.

* Le capitaine américain Wolfson (base de Kuwae à Okinawa) refuse de partir au Viet-Nam, car il juge injuste la guerre faite à ce peuple, et passe en conseil de guerre (l'Humanité du 10/7/65).

* de créer

1965-1966: la Tricontinental.

L'année 1965 a-t-elle été une année au profit de l'impérialisme? Si l'on prend des actes isolés, souvent des actes commis dans la plus grande détresse par les impérialistes aux abois, on peut croire effectivement que 1965 fut une année d'offensives impérialistes. Un certain pessimisme s'est emparé des révolutionnaires maghrébins. L'arrestation du Président Ben Bella et d'autres révolutionnaires algériens, le rapt de Medhi Ben Barka, l'arrestation des jeunes cadres révolutionnaires maghrébins méconnus, la torture, l'arbitraire, les saisies de presse, les soldats en état d'alerte permanente, tout cela ne pouvait que renforcer l'idée que cette année fut une année pro-impérialiste. En fait, aucune année, étant un élément temporel de l'Histoire qui marche en avant, ne peut être ni néo-colonialiste, ni pro-impérialiste. Les faits isolés ne créent que subjectivisme et illusion. L'impérialisme est un fait international, tout bilan ne peut être dressé qu'à ce niveau. Mais dira-t-on: Le Vietnam, Saint Domingue, le Congo, l'Indonésie... cela ne constitue-t-il pas beaucoup de faits isolés? Bien entendu que oui. Mais qui osera prétendre que ce sont des "victoires" de l'impérialisme? Et au Maghreb, l'impérialisme et la réaction ont-ils remporté des "victoires"? Naïf est celui qui le croira. Combien de fois les colonialistes ont-ils crié victoire pendant la guerre de libération et les luttes nationales. Les opérations "Tigre", "Dragon", "Léopard"... multipliées par dizaines en Algérie, ont toujours été présentées comme étant la fin des fins des luttes de libération! Les actes criminels désespérés d'aujourd'hui * des rééditions inutiles qui n'arrêteront en rien la marche des peuples vers le socialisme. Certes, il serait hypocrite de prétendre que l'impérialisme ne nous aura pas porté des coups sévères en la personne de nos frères assassinés ou torturés, mais de l'autre côté, il y a la résistance des peuples, les manifestations et les grèves. Les putchistes vendus, les fascistes criminels, les réactionnaires de tout acabit n'ont plus qu'une seule arme: l'assassinat et la torture. Ils n'ont plus qu'un seul but: les millions de marks et de dollars. Ils n'auront qu'une seule fin: celle qui attend tous les traîtres.

Dans le monde arabe, les luttes de libération continuant et remportent de plus en plus de victoires, surtout en Arabie du sud. Les luttes de masse vont de pair avec la lutte armée. Les grèves se succèdent et les cadavres pourris des taitres collabos s'ajoutent à d'autres. A Aden et à Oman, le mouvement de libération se renforce et l'impérialisme britannique se débat de toutes ses forces... jusqu'à sa chute très proche! Les manoeuvres néo-nazies de Bonn en Palestine et des Etats Unis et de la Grande Bretagne au Yemen, malgré la collaboration de leurs laquais, ne les sauveront pas.

En Afrique, la dernière note de la comédie revient aux "sages": nous revoilà de plein pied avec "l'Afrique latine"! Il faut vraiment manquer d'honneur pour être aveugle à ce point: la "Communauté Francophone", nouvelle version de l'Union Française qui est une vieille version de l'O.C.A.M... Nous ne sommes loin ni de l'axe Sélassié-Téranana, ni de l'axe Léopoldville-Bruxelles-Washington, ni de l'axe Lagos-Londres par lequel les Noirs aident le "travailleuse" Wilson à aider le raciste Smith dans ses entreprises en Rhodésie... Cependant, face à ces spécialistes de l'exploitation, des forces nouvelles surgissent et notamment les mouvements de libération qui combattent les forces fascistes de Salazar et qui dans leur dernier congrès de Dar-Es-Salam, ont créé le CONCP, groupant le MPLA (Angola) le PAIGC (Guinée-Bissau), le FRELIMO (Mozambique), et le CLSTP (Sao Tome et Principe). Au sein de l'OUA, les manoeuvres impérialistes continuent, mais n'intimident nullement les Etats progressistes. Ce sont les "meilleurs défenseurs du néo-colonialisme" qui cèdent leur place à des soldats ambitieux pour que l'exploitation dure encore un moment; mais cela n'arrêtera en aucun cas la lutte des peuples dans cette partie du monde. Certains syndicalistes, d'habitude dociles commencent à se faire l'écho des aspirations des masses populaires. Les jeunes syndicalistes surtout remettent de plus en plus "l'ordre" néo-colonialiste en cause.

En Asie, ce fut l'année de "l'escalade", mais surtout des échecs des impérialistes dans tous les domaines: militaires, diplomatiques, et même intérieur! Un million de mercenaires sous la direction des impérialistes américains combattent le vaillant peuple vietnamien. Mais la force populaire est supérieure aux armes les plus modernes des envahisseurs. Pour ne pas subir la honte d'être battus par le seul Vietnam, les Etats Unis cherchent à tout prix d'étendre la guerre à toute l'Asie. Vaine tentative: les peuples Asiatiques prennent de plus en plus conscience du jeu, et soutiennent de plus en plus ouvertement leurs frères contre les impérialistes et leurs fantoches, tout en luttant pour la paix. Ni la chasse aux "sorcières" en Indonésie où le chiffre des assassinés dépasse 150.000, ni l'extension de la guerre à toute l'Indochine, ni les intimidations et les provocations contre la Chine, ne sauveront la face aux assassins. Même les peuples de la Corée du sud, de la Thaïlande, du Japon grondent contre l'impérialisme américain... et rira bien qui rira le dernier.

Les mouvements de libération latino-américains sont passés à la lutte armée dans différents pays. Le MIR et les communistes sont sortis de leur prudence injustifiée à l'heure actuelle et la révolte a gagné la cime des Andes. C'est une nouvelle étape, une étape décisive, de la lutte contre l'impérialisme Nord-américain et ses valets. Partout le pouvoir des juntas, défenseur de la féodalité et de l'impérialisme, repose sur du sable. Les marines n'ont pas pu intimider le peuple de Saint-Domingue. Au Brésil, les fascistes font face à tout le peuple. La guérilla se développe au Pérou, au Guatemala, au Vénézuéla, en Colombie. Les ouvriers s'organisent solidement dans les pays faussement démocratiques: En Argentine, au Chili, en Uruguay. Le gouvernement militaire n'arrête pas la détermination du peuple de Bolivie à se libérer de l'exploitation.

Evidemment les "critiques politiques" des journaux bourgeois à sensation, ne voient dans tout cela que "crises", scandales, ... etc... Ils oublient que tous ces mouvements ont abouti à la Tricontinental. La façon dont ils ont présenté cette conférence, est à elle seule significative: une nouvelle étape dans le conflit sino-soviétique! Mais l'intérêt de la tricontinental n'a échappé à personne. Ce fut la première fois que les mouvements anti-impérialistes des trois continents se rencontraient et essayaient de déterminer une action commune pour abattre le "gendarme international". Les organisateurs et les mouvements représentés à La Havane, ne sont pas tombés dans le piège. Loin de là! Au contraire, les mouvements anti-impérialistes, réanimant l'esprit de l'Internationale, ont réaffirmé l'unité des trois forces révolutionnaires de notre époque: le mouvement de libération nationale, le socialisme mondial et le mouvement ouvrier international, répondant ainsi au vœu d'un des participants: organisateurs de la conférence, Mehdi Ben Barka: "opposer une stratégie globale de la révolution face aux entreprises mondiales de l'impérialisme", ajoutant: "notre lutte est une, et l'impérialisme est un également. Nous avons tous un * commun: l'impérialisme." La conférence, tout en renforçant l'esprit de la révolution d'Octobre a également permis aux révolutionnaires latino-américains de s'organiser sur le plan régional et de créer une "organisation de solidarité latino-américaine, destinée à assister les mouvements révolutionnaires en Amérique Latine." Cette rencontre a pris également sur le plan tricontinental et en pleine capitale de Cuba révolutionnaire avec la participation de Fidel Castro une série de décisions qui renforceront le mouvement révolutionnaire dans les trois continents et partout dans le monde. La déclaration rend un vibrant hommage aux pays socialistes et à la classe ouvrière des pays capitalistes soulignant que le but à atteindre est la libération totale de l'humanité par une révolution populaire ayant un contenu de classes. En effet le texte le dit en toutes lettres:

"Les peuples qui ont édifié ou édifient le socialisme constituent par leur exemple et leur aide un encouragement précieux à la lutte des peuples encore sous le joug de l'impérialisme. Au fur et à mesure que le mouvement

* ennemi

de libération des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine avance, la classe ouvrière, et les secteurs progressistes des nations capitalistes pourront aider ce mouvement de manière plus efficace et plus concrète. A son tour le mouvement de la lutte de classes du prolétariat, de tous les travailleurs de tous les pays capitalistes contribuera à faire avancer la lutte pour la libération nationale en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Les efforts communs vaincront l'ennemi commun, de tous les peuples, l'impérialisme.

Par ailleurs la tricontinentale a réaffirmé son ferme soutien à la lutte du peuple vietnamien, à Saint Dominique et crée un comité d'aide aux mouvements de libération nationale. Elle a condamné le raciste Smith et la Grande Bretagne qui le soutient. Elle a aussi appelé au boycottage de l'Afrique de sud. La conférence s'est donnée aussi des structures: création d'une organisation de solidarité des peuples des trois continents avec un secrétariat installé provisoirement à La Havane en attendant la seconde Tricontinentale de 1968 qui se tiendra au Caire sur invitation de Président Gamal Abdel Nasser. En clôturant la première conférence des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, Fidel Castro a énergiquement condamné les criminels, auteurs de l'enlèvement de Mehdi Ben Barka.

Ainsi l'année 66 aura commencé par la Tricontinentale, c'est à dire par la coordination des luttes populaires à l'échelon de toute la planète, puisque ces luttes, sont des luttes de classe liées au combat des travailleurs dans les pays capitalistes. L'esprit d'Octobre et de Bandoung est un.

Il s'agit comme l'a dit le président Nasser dans son message à la conférence "d'un renforcement nouveau de l'unité des forces qui luttent contre l'impérialisme contre l'exploitation, contre les sous-développement, contre l'agression".

Ainsi donc l'impérialisme est acculé aux pires atrocités, aux pires assassinats individuels et massifs. Mais ceci ne fait que rapprocher sa fin. Un chien enragé, avant de mourir, mord même des pierres. L'année 1965 se termine dans le combat. L'année 1965 se termine par des défaites militaires et diplomatiques pour l'impérialisme.

1966 commence par la première Tricontinentale.

1966 commence bien.

XXXX XXXX
XXXX XXXX

*Le Sénat américain sous la pression des noirs et de leurs amis, a fini par adopter la loi sur le droit de vote des noirs par 77 voix contre 19 (juillet 1965)

Peu après, une loi anglaise interdisant la discrimination raciale était votée. Nous pensons que les organisations nord-africaines et les gouvernements peuvent s'unir sur cet objectif: faire admettre au gouvernement français, par un texte de loi, l'illégalité du racisme. Les déclarations paternalistes, telles celles du Secrétaire d'Etat français devant le Sénat. (Le Monde du 18/ 11/ 65) : "la colonie algérienne en France est aujourd'hui stabilisée, les éléments indésirables ayant été expulsés. Je ne saurais que rendre hommage à l'esprit de bon ordre et de travail qui anime l'immense* des travailleurs algériens", ou celle de M. Marius Moutet (sénateur socialiste) qui, d'après "Le Monde" (18/ 11/ 65) s'associe à ces paroles, et M. de Broglie conclut: "seul le mépris peut répondre aux campagnes odieuses d'un certain hebdomadaire". Ces déclarations (qui feignent d'ignorer la guerre d'Algérie, ses conséquences et les provocations policières) ne sauraient nous suffire, elles sont platoniques donc sans effet sur la vie quotidienne courante durant laquelle les ouvriers nord-africains continuent à être en butte aux vexations et aux atteintes caractérisées de leur liberté faute d'un arsenal de lois efficaces.

* majorité

A travers la presse de langue arabe...

El Akhbar (de Beyrouth) du 7/11/65 a publié sous le titre: "Afin que la révolution algérienne continue...", l'article suivant:

-"Le premier novembre, l'héroïque peuple algérien frère a fêté le onzième anniversaire du soulèvement qui devait mener son pays à l'indépendance et qui a été la première étincelle qui illumina le ciel d'Afrique et transforma sa terre, pour les colonialistes, en enfer.

Le peuple algérien, à la suite de ce soulèvement, dut traverser sept longues années de luttes armées qui se soldèrent par plus d'un million de martyrs, huit miles villages en ruine et une économie paralysée à dessein par les colonialistes lors de leur départ... sans compter tous les problèmes habituellement rencontrés par les pays nouvellement indépendants, problèmes qui se posèrent à l'Algérie avec une particulière acuité.

Après l'indépendance, les premières années traversées par la Révolution algérienne montrèrent clairement que le peuple algérien n'avait pas accepté tous ces sacrifices pour se défaire d'une clique de profiteurs et tomber sous la coupe d'une autre: les masses paysannes et ouvrières qui avaient contribué à la lutte politique et armée avaient marqué de leur sceau le combat qui allait suivre l'indépendance. Ainsi le peuple algérien dans cette phase délicate de l'histoire de l'Algérie (soit la phase qui commence juste après la proclamation de l'indépendance) put atteindre le pouvoir et évincer les créatures de la bourgeoisie et les clients du capital étranger. La crise de l'économie et son asphyxie provoquée, poussèrent le peuple algérien à prendre des solutions radicales. Les ouvriers prirent possession des exploitations industrielles et agricoles abandonnées par leurs propriétaires et procédèrent à leur remise sur pied au moyen de comités d'autogestion élus. Le président Ben Bella prêta toute son aide à ces initiatives populaires et promulga les lois nécessaires qui firent de l'autogestion une institution légale.

Avec la fin de la lutte armée, les masses algériennes changèrent de mot d'ordre: "Indépendance" céda la place à "socialisme". Le combat dès lors opposa adversaires et partisans sincères du socialisme en Algérie et au sein du F.L.N.

Le peuple, dans ce combat remporta des victoires importantes dans les domaines économique, social et politique et démasqua les éléments réactionnaires tapis dans le pays et le F.L.N.

L'étude de cette riche phase de l'histoire de l'Algérie permet d'enregistrer nombre de réalisations dont s'enorgueillissent non seulement les algériens mais également la partie avancée du peuple Arabe, des peuples d'Afrique et d'Asie et les socialistes: les lois de mars 1963 relatives à l'autogestion, la nationalisation des terres détenues par les colons européens, la nationalisation de toutes les entités économiques dont les propriétaires refusaient l'usage à l'Algérie indépendante, les campagnes populaires de reboisement pour panser les mutilations faites par les colonialistes au patrimoine forestier algérien, l'extension de l'enseignement, la création de grandes réalisations industrielles avec l'aide de l'U.R.S.S. et des pays socialistes, aide aux pays luttant contre le colonialisme, définition d'une politique étrangère aux principes nets s'attaquant au colonialisme et oeuvrant pour la paix, toutes ces réalisations et beaucoup d'autres, qui virent le jour en quelques mois, furent consignés dans la Charte d'Alger, adoptée par le congrès du F.L.N. pour servir de base à la marche de l'Algérie vers le socialisme.

Tout ceci fit de l'Algérie un exemple vivant pour tout Arabe, tout Africain, tout Asiatique, tout Latino-américain luttant pour la liberté, le progrès et le socialisme. L'Algérie conquiert vite la place qui lui revenait dans le concert des nations et dans le monde arabe, et joua un rôle important dans différentes instances.

Toutes ces réalisations, faites sous l'égide du président Ben Bella furent passées sous silence par Boumédiène dans son discours prononcé à l'occasion de l'anniversaire de la révolution, et lorsqu'il parla de la phase révolue, il en dressa un tableau sombre dont il rejeta la responsabilité sur le Président Ben Bella; il s'éloigna si bien de la voie choisie par le peuple algérien, que son discours fut accueilli avec beaucoup de faveur et de satisfaction par la presse occidentale. Quel point commun y-a-t-il entre l'Algérie de Boumédiène et celle du peuple? Où est l'Algérie dans les combats que livrent les peuples d'Asie et d'Afrique? Quel point commun y-a-t-il entre l'Algérie de cette poignée de militaires et celle de ceux qui luttent pour le socialisme? Jusqu'à la Charte d'Alger dont les officiels ne soufflent plus mot. L'Algérie traverse actuellement une dure période. Les forces progressistes dans le monde qui suivaient avec un intérêt soutenu l'épopée héroïque algérienne contre le colonialisme accordent aujourd'hui le même intérêt aux péripéties de la lutte que mène le peuple algérien pour conserver ses acquisitions politiques, économiques et sociales menacées par le colonialisme et ses valets, les réactionnaires capitalistes locaux et étrangers; ces mêmes forces progressistes, qui ont à cœur la continuation de la Révolution algérienne tracée par les masses, au cours et après la guerre d'indépendance, demandent la liberté pour les courageux dirigeants algériens jetés en prison et dont personne ne connaît le sort! Ces forces progressistes ont confiance dans le peuple algérien qui a su résister aux attaques des colonialistes français et a si généreusement payé de son sang, ce peuple algérien qui a su prendre le pouvoir à la réaction après l'indépendance, ne permettra pas à l'Algérie de s'écarter de la voie qu'elle s'est choisie.

Il est clair que la victoire remportée par la droite le 19 juin est en contradiction avec les conditions historiques pour une saine évolution de l'Algérie.

Il faudra bien que tout se déroule suivant la volonté populaire, il faudra bien que l'Algérie revienne aux siens, il faudra bien que vienne un jour où l'anniversaire de la Révolution sera célébré sous un ciel sans nuages, ce sera un jour où la force ne sera pas de mise et l'on ira de l'avant.

Ce qui nous permet de prédire tout ceci, c'est l'union de toutes les forces populaires, véritables en Algérie, face à la clique néo-colonialiste de droite.

ooooooooooooooooooooooooooooo
oooooooooooooooooooooooooooooooo

**** Pendant le mois de juillet s'est tenu à Helsinki le Congrès mondial de la Paix. Le délégué américain, Dr. C. Goodlet, devait y déclarer ("Humanité" du 14/7/65)

"Nous avons conscience de nos responsabilités. Le problème est de savoir ce qu'il adviendra de nous tous si la guerre se poursuit au Viet-Nam. Notre gouvernement envahit des pays qui ne l'ont pas invité. Rien ne justifie tous ces actes immoraux pour des buts immoraux... La liberté dans l'Alabama ne saurait être gagnée si la liberté n'existe pas à Saïgon". Et dire qu'il existe des gouvernements nord-africains pour soutenir inconditionnellement la guerre et la politique du Pentagone et du Département d'Etat!!!

Le 24/10/65: 11e rencontre de SS en Allemagne, le plus légalement du monde. "Hitler, connais pas". Voilà le mot d'ordre de M. Ehrhard et de ses acolytes qui demandent aux jeunes allemands de se "décomplexer" vis à vis des crimes de l'Allemagne Nazie!!! ("Le Monde" du 9/1/66)

ESQUISSE DE L'ANALYSE DES CLASSES SOCIALES AU MAROC.

UN TRAVAIL ETUDIANT:

" Cette tentative d'analyse globale de la société marocaine est la synthèse des travaux de l'une des commissions du séminaire étudiant organisé par l'Union Nationale des Etudiants du Maroc du 18 au 25 juillet. Nous la publions ici car Elle peut constituer une base de discussion pour l'ensemble des cadres et des étudiants qui entendent mener l'effort de pensée nécessaire pour toute action révolutionnaire et progressiste."

* * *

La lutte des classes met plusieurs forces sociales en jeu. C'est des rapports qu'elles entretiennent entre elles que naissent les contradictions. Mais il faut au préalable s'être bien entendu sur le sens des mots assez différents: classe et catégorie sociale, sous peine de s'enliser dans des contradictions ruineuses.

Une classe est une fraction de la société composée de plusieurs individus jouant le même rôle dans la production et la distribution, c'est à dire dans la vie économique du pays. Ainsi ceux qui possèdent les moyens de production tels que la terre, les mines ou les machines, constituent la classe des possédants. Mais ceux qui n'ont d'autre ressource que leur force de travail qu'ils offrent sur le marché, ceux-là constituent aussi une classe, celle des prolétaires, ouvriers ou paysans privés de terre.

Cependant au sein de chaque classe, se trouvent des catégories ou fractions sociales plus réduites, quoiqu'elles puissent apparaître personnalisées et délimitées. En fait ce ne sont que des catégories. Au sein de la Bourgeoisie; par exemple on constate l'existence d'une bourgeoisie industrielle et d'une autre agricole. Voilà deux catégories qui ont en commun la possession des moyens de production fondamentaux comme l'usine ou la terre. Elles ne s'en distinguent pas moins l'une de l'autre en raison de leur situation respective dans la société et de la force sociale que représente chacune d'elle. La bourgeoisie industrielle est de beaucoup plus puissante que toute autre catégorie bourgeoise dans les pays évolués. Il est clair donc que classe et catégorie sociales sont à distinguer. La distinction vaut pour toutes ces classes. Jusqu'au sein du prolétariat existe une catégorie composée de paysans travaillant dans les fermes; ce qui suffit à les distinguer des ouvriers de l'industrie qui travaillent dans les villes et qui de ce fait constituent une autre catégorie.

Or, si l'étude des catégories sociales intéresse d'avantage le sociologue, l'étude des classes composant la société intéresse tout citoyen conscient, désireux d'analyser la société au sein de laquelle il vit.

Certaines fractions sociales pourtant, comme l'armée ou la jeunesse, paraissent devoir échapper à ce schéma. On n'y trouve pas l'homogénéité sociale qui est celle de la classe proprement dite. Mais les circonstances politiques concrètes leur confèrent un rôle décisif dans un pays, comme le nôtre, dont la vie économique est dominée par l'étranger. La jeunesse estudiantine par exemple se compose d'individus dont l'origine sociale est très hétérogène; certains sont issus d'un milieu bourgeois, d'autres d'un milieu féodal; il en est qui sont fils d'ouvriers ou de paysans. Cependant la politique de l'enseignement menée par le pouvoir actuel, les problèmes économiques et sociaux qu'affronte le Maroc, la prise de conscience politique qu'engendre presque nécessairement chez un individu le fait d'être toujours occupé à étudier et à réfléchir, tous ces facteurs continuent à armer les jeunes d'une même arme intellectuelle, et les prépare tous ensemble en vue de la réalisation de l'objectif fondamental: le renversement des structures actuelles. Et c'est de lutter avec persévérance contre le pouvoir, qui fait de la

jeunesse estudiantine l'avant-garde des forces révolutionnaires dans un pays comme le nôtre.

Une question est à poser maintenant: la division d'une société en plusieurs classes est elle en règle générale, valable dans toutes les sociétés?

Il existe deux moyens d'y répondre, ou bien on recourt à l'analyse de l'évolution historique des structures, ou bien on fait appel à la déduction scientifique en l'appuyant sur des données historiques concrètes. Si l'on adopte la première solution on constate que l'histoire sociale de tout pays se présente comme une suite ininterrompue de luttes entre les fractions sociales nombreuses, ayant des intérêts opposés. Si on évite cette voie, qui est celle de l'analyse scientifique des facteurs économiques et sociaux sur lesquels reposent les classes qui s'affrontent autour de l'appareil de production, alors l'histoire ne se présente plus que comme une série de données brutes et d'événements dénués de sens et sans rapport entre eux.

En conséquence, l'histoire n'a de sens que si on fait attention aux contradictions sociales. C'est, lorsque ces contradictions parvenues à leur degré le plus élevé d'incandescence se résolvent dans un bouleversement structurel, qu'il y a révolution, qu'une étape historique est alors franchie. Ce fut le cas en 1789, et ce fut le cas en 1917.

Cette manière d'analyser l'histoire, un grand homme de la culture arabe l'a d'abord employée: il s'agit d'Ibn Khaldoun. Mais il n'est pas allé jusqu'au bout de son raisonnement. Il ne s'est pas élevé au degré supérieur de la recherche scientifique qui est celui de la déduction. Il appartenait à Marx qui eut l'avantage de vivre au XIXe siècle, de franchir le pas; et c'est lui qui à partir d'observations comparables à celles d'Ibn Khaldoun, a généralisé, a cherché moins à accumuler des exemples qu'à tirer les conséquences. C'est ainsi qu'il découvrit que la lutte des classes est le moteur principal de l'histoire. De même il comprit que la voie de la contradiction de classe est à déterminer en fonction de position de l'individu par rapport aux moyens et aux modes de production et d'échange. De même, il déclare, le premier, que la lutte de classe aboutit nécessairement à l'établissement d'un monde de production nouveau et d'une redistribution du revenu national. Enfin il parvint à la conclusion logique que la disposition de la lutte de classe de l'histoire ne peut être réalisée qu'au cas où ceux qui ne possèdent rien que leur force de travail s'emparent du pouvoir politique et économique.

C'est pourquoi il apparaît à l'évidence que l'étude des classes sociales et de leurs contradictions ne peut pas être une étude académique. Au contraire elle a un sens politique clair et il est du devoir de toute organisation représentative des masses populaires de reconnaître les classes qui composent la société.

On pourrait pour cela aborder directement le présent. Ce serait une insuffisance, voire une erreur. Il est nécessaire de remonter aux structures traditionnelles. Car toute situation historique a son antécédent dans le passé (ce qui fait croire à ceux que cela arrange que l'histoire se répète!). Nous analyserons donc successivement les relations sociales, avant et pendant le protectorat pour être à même de comprendre ce qui se passe sous nos yeux !

Pour parvenir à une image satisfaisante de cette structure il faudrait une masse abondante de documents et de statistiques. Il n'en existe pas, ce qui rend difficile la recherche scientifique particulièrement dans notre pays, lors même qu'il existe des documents comme c'est le cas des bibliothèques du Makhzen. L'accès en est impossible au public.

Néanmoins nous sommes en mesure de réaliser par approximation, une certaine objectivité historique. Nous pouvons en effet affirmer que la société marocaine et son économie étaient caractérisées par la prépondérance du secteur agricole qui concernait les 90% de la population. On trouvait cependant un secteur

artisanal et un secteur commercial.

Comment se présentaient-ils? le secteur agricole avait une structure comparable à bien des égards à celle dans laquelle nos paysans continuent de vivre actuellement (source précieuse entre toutes de documentation) Certes il n'y avait avant 1912 ni propriétés coloniales ni propriétés marocaines de type capitaliste. Mais les terres étaient réparties suivant le mode féodal, qu'elles fussent terres Guich, terres collectives (Djemaâ) ou terres privées. En ce qui concerne les terres Guich qui étaient théoriquement possédées par le pouvoir central, elles étaient distribuées de la manière suivante: il était donné à telle tribu une portion importante de terre (Qitac) en échange d'une prestation militaire au bénéfice du pouvoir. Cette tribu avait l'usufruit du Qitac. C'est pourquoi une redistribution interne devait avoir lieu au sein de la tribu. En fait le chef tribal, profitait seul de l'opération et s'emparait de la plus grande partie des terres octroyées, en fonction de sa position infiniment plus proche du pouvoir central que celle des autres chefs de famille de la tribu, qui n'obtenaient guère plus de dix Ha. Le Caïd détenant en plus le pouvoir politique ne tardait pas en réalité à contrôler l'ensemble des terres.

Même chose en ce qui concerne les terres Djemaâ. théoriquement, tous les membres de la tribu en étaient propriétaires. Les chefs de famille répartissaient la terre d'un commun accord et en fixaient chaque année le programme et la rotation. Cela c'est la théorie. En fait et en raison du régime politique et social, la répartition se faisait de la manière la plus arbitraire, puisque là encore le chef tribal élu à l'origine pour ses capacités militaires, ne tardait pas à utiliser son pouvoir pour mettre la main sur toutes ces terres, transformant ainsi ses anciens associés dans l'exploitation commune en Khammassa et Khabbaza travaillant pour lui et exploités par lui.

Par conséquent avant le protectorat l'appropriation de la terre se faisait par des moyens divers, mais également arbitraires, éventuellement l'acaparement direct par un chef de guerre, ou par le pouvoir central qui les redistribuait en échange de prestations précises!

Mais s'il y avait plusieurs moyens de s'emparer de la terre, il n'y en avait qu'un pour la remettre en exploitation. Le mode était féodal suivant un système pyramidal, au sommet duquel on trouve le propriétaire ou le détenteur du sol et dont la base se constitue des Khammassa et des Khabbaza; ceux-ci étant mis au travail et contrôlés par toutes sortes de "caporaux" ou de "contremaîtres". Ce système est renforcé par une organisation politique adéquate puisque le propriétaire ne prêtait pas seulement la terre à son Fellah; il prétendait aussi le défendre contre les attaques des tribus contre les appétits des féodaux voisins. En échange de cette protection, le Khammas qui devait travailler la terre pour son Caïd se contentait quant à lui de la portion congrue.

C'est ce système politique et économique qui fait de notre histoire une lutte incessante entre les tribus chaque fois que le pouvoir central s'affaiblissait. Cet affaiblissement était d'ailleurs cyclique, comme il sied dans la société féodale. Si donc ce système était générateur de contradictions entre les féodaux eux-mêmes, ce qui les poussait à se renforcer constamment aux dépens de leurs voisins, il engendrait des contradictions beaucoup plus profondes entre les féodaux détenteurs des moyens de production et du pouvoir politique d'une part et de l'autre les masses paysannes exploitées. Les soulèvements populaires contre la féodalité ne se comptent pas dans notre histoire. Mais ces soulèvements malheureusement n'aboutissaient jamais à de vraies révolutions, en raison du faible développement des forces productives. Au contraire ces colères du peuple avaient tout au plus pour résultat le remplacement d'une catégorie féodale par une autre. Ce remplacement se faisait de la manière suivante: la poignée de féodaux qui était devenue puissante et tyrannique, contribuait entre autres à l'appauvrissement de féodaux de moindre envergure. Ce qui incitait ces derniers à se ranger aux côtés

des classes exploitées, à les encadrer et à les utiliser comme armées tendant non pas à bouleverser les structures mais seulement remplacer un féodal par un autre, à substituer une catégorie féodale par une autre. Le petit féodal occupe la place du grand et s'empare de ce privilège jusqu'à l'explosion de la fureur populaire suivante et le cycle recommence.

N'y avait-il pas pourtant dans notre société un facteur susceptible de transformer cette structure? Ces facteurs existaient dans les villes où vivait une autre classe, celle des artisans parmi lesquels certains parvenaient à une situation pré-industrielle fondée sur des moyens mécaniques assez évolués. Le rôle économique des artisans était de subvenir aux besoins des campagnes, des villes minutes, en articles fabriqués. En fait le régime féodal dans la campagne et son corollaire immédiat l'absence de sécurité et de stabilité, en plus du système économique autarcique constituaient autant d'éléments encourageant le Fellah à se créer une activité artisanale propre lui permettant de répondre à des besoins élémentaires comme l'habillement, l'alimentation ou la réparation des outils agricoles de sorte qu'il ne recourait à l'artisan des villes que par occasions lorsqu'il avait besoin d'acheter des outils neufs ou des produits de luxe relatif en des circonstances précises.

Par conséquent, il est permis de dire qu'en gros le marché artisanal était d'abord urbain et essentiellement campagnard. Il eut été possible pour les artisans de développer leur travail en étendant leurs débouchés dans la campagne, et en présentant directement leurs produits au consommateur agricole, si le fait n'était pas quasi impossible en raison du régime féodal qui donnait le contrôle des marchés hebdomadaires aux féodaux et à leurs suppôts. C'est cela qui a entravé le développement artisanal et qui a gelé l'artisanat au même niveau. Stagnation aggravée d'ailleurs par une organisation corporative étroite et savamment utilisée puisque les corporations jouaient le rôle d'organisme de police et de renseignements dans la ville.

La naissance et le développement des villes

C'est que les villes marocaines n'ont pas été créées par des catégories bourgeoises comme il est arrivé en Europe. Nos villes sont toutes de création féodale. Cette différence importante recoupe la différence de nature qui distingue la féodalité européenne de la féodalité marocaine. ; le seigneur européen possédait juridiquement et physiquement son serf, tandis que le fellah marocain tout en étant aussi exploité qu'un serf, reste juridiquement un homme libre. A la différence du paysan européen, il n'avait donc pas à racheter sa liberté. Ce la a constitué un des facteurs déterminants du développement de l'artisanat et du commerce, c'est à dire de moyens de production nouveaux, révolutionnaires par rapport à l'agriculture féodale et qui était de nature à former face à la féodalité une classe nouvelle, celle des habitants de bourgs ou bourgeois. Ces bourgs étaient libres dès l'origine, et par rachat de toute contrainte seigneuriale. Ils étaient autant d'îlots autonomes au sein du corps très fortement charpentés de la féodalité et par conséquent autant de zones de faiblesses de celle-ci. C'est ainsi que sont nées presque toutes les villes d'Europe qui, fondées sur le commerce et l'artisanat ont pu s'organiser suivant des règlements nouveaux et suivant des rapports inédits entre elles et la classe féodale traditionnelle.

Ce n'est pas évidemment ce qui est arrivé au Maroc. La féodalité y est restée maîtresse de la campagne comme des villes qu'elle créait pratiquement pour y trouver les articles fabriqués, les produits de luxe qui satisfaisaient ses besoins et ses besoins seulement. Aussi veillait-elle par l'intermédiaire du pouvoir central à tenir soigneusement en laisse les centres urbains, c'est à dire les corporations artisanales à la stagnation desquelles elle portait une attention permanente. On sait par exemple qu'il était interdit aux maîtres-artisans de faire travailler plus de dix travailleurs.

Si bien que les possibilités d'expansion et de développement artisanal étaient délibérément limitées. Ce qui a engendré une contradiction flagrante entre la classe féodale détentrice du pouvoir politique et la classe urbaine ou bourgeoise au développement économique étouffé. La classe féodale ne pouvait exister qu'à dépens des artisans. Ceux-ci ne pouvaient sortir de l'ornière que par l'élimination de la féodalité. Contradiction qui aboutit fréquemment dans ce cas-là aussi, à des soulèvements urbains à la faveur desquels la bourgeoisie locale volait de ses propres ailes pendant un certain temps, mais dans un horizon nettement circonscrit, n'étant pas assez forte économiquement pour surmonter l'obstacle féodal. Ce fut les cas de Salé à deux reprises au début du XVII^e siècle et au début du XVIII^e. Les deux fois la tentative ne se résolut pas comme en 1789 en France, car la ville resta prisonnière de son espace urbain, et ne menaça à aucun moment les sources économiques de la féodalité qui n'étaient pas maritimes; mais bel et bien terriennes.

De plus la classe bourgeoise elle-même souffrait de contradictions internes opposant le maître-artisan (Maalem) à son compagnon-ouvrier (Metaallem) ce qui l'affaiblissait dans son effort principal contre la féodalité.

Surtout on y trouvait une catégorie à part des commerçants, celle des intermédiaires entre la ville et la campagne. Parmi eux, d'aucuns s'occupaient des échanges intérieurs (souaga), d'autres, les plus grands et les plus riches s'adonnaient au trafic avec l'étranger, c'est à dire drainaient vers le Maroc les produits de luxe destinés aux féodaux car la poudre d'or ou les esclaves, en plus de quelques produits fabriqués en Europe, comme les glaces de Venise ou les horloges anglaises, de même qu'elles expédiaient à l'étranger les matières pondéreuses marocaines comme la laine, la cire ou le cuir, tous produits contrôlés par la féodalité. Ces commerçants donc, n'étaient rien d'autre que les commis de la classe dominante, et en tant que tels ils s'arrangeaient parfaitement au régime.

Quant au commerce intérieur, ses horizons étaient restreints puisqu'il ne dépassait l'espace urbain que pour animer des souks hebdomadaires de faible circulation commerciale et contrôlés par ce pouvoir féodal local de la manière la plus arbitraire. Voilà pourquoi il y avait peu de possibilités économiques susceptibles de jouer en faveur du développement de la bourgeoisie marocaine, susceptibles en tout cas de créer une troisième force sociale capable de balayer la féodalité et de sortir les masses marocaines des cadres sclérosés de l'artisanat médiéval.

De surcroît, un facteur politique extérieur a joué dans le sens exactement contraire puisqu'il a consolidé la féodalité marocaine au moment même où en Europe commençait sa décadence, c'est à dire à partir de la fin du X^e et XVI^e siècles! C'est qu'à ce moment-là ont commencé contre notre pays les expéditions hispano-portugaises que les féodaux marocains ont utilisées pour raffermir leur pouvoir politique et économique. Ils n'ont eu qu'à prendre la direction de l'élan national de tout notre peuple et à encadrer le mouvement de résistance aux visées coloniales ibériques. Ils y réussirent d'autant plus aisément que le mouvement fut remarquablement général et puissant, d'autant plus surtout qu'Espagne et Portugal étaient eux-mêmes des pays à structure féodale qui ne possédaient donc aucune avance technique sensible sur notre féodalité pour être en mesure de la battre. De plus nos côtes seules étaient menacées, non pas les bases traditionnelles de notre commerce qui se trouvait de part et d'autre du système atlasique et que ne mettait pas vraiment en danger les attaques portugaises contre Mazagan, Safi ou Agadir. N'oublions pas que toutes les grandes dynasties marocaines se sont formées à partir du sud marocain. Mais lorsque le commerce par mer avec l'Europe se mit à prendre le pas sur le commerce avec l'Afrique Noire alors nos bases commerciales se sont déplacées vers les côtes où les commerçants européens: Français, anglais, hollandais s'étaient multipliés.

Alors aussi les bases économiques de la féodalité marocaine ont commencé à étouffer rapidement; et notre pays a marché à grands pas vers l'occupation coloniale. Pourquoi? Tout simplement parceque les moyens mis en oeuvre par la bourgeoisie européenne impérialiste * en rien comparables à ceux utilisés par l'Espagne et le Portugal aux structures féodales.

Par conséquent la société marocaine traditionnelle a engendré elle-même les causes de sa dissolution. Société non bourgeoise- Société féodale surtout qui a réussi à sauvegarder sa prépondérance politique, par défaut d'une classe bourgeoise capable de la renverser. Si bien que la féodalité marocaine n'a été renversée que sous les coups d'une bourgeoisie impérialiste étrangère. Mais cette féodalité a-t-elle été renversée vraiment? Non, en fait, car la bourgeoisie étrangère n'a pas eu pour objectif de bouleverser la structure sociale marocaine, mais seulement de s'emparer des matières premières et des marchés nouveaux pour ses produits.

Cette bourgeoisie avait tout au contraire tout intérêt à s'accomoder d'un adversaire affaibli - la féodalité marocaine -. Elle a veillé à préserver dans notre pays les structures traditionnelles.

La politique de Lyautéy n'a pas eu d'autre visée. Par là, elle gelait encore davantage nos modes de production et les rendait toujours plus dépendants d'elle. Mais débarquer au beau milieu d'une société féodale des moyens ultra-modernes de production devait nécessairement ébranler l'économie traditionnelle et transformer la situation respective des classes sociales au Maroc.

L'époque du Protectorat

Le premier résultat de l'établissement du Protectorat a été de rendre les contradictions originelles secondaires par rapport à la nécessité de la résistance à l'impérialisme.

Cependant cette résistance, nous l'avons vu, avait eu un antécédent tout au long des XVI, XVII et XVIIIe siècles, où la féodalité avait accaparé la direction de la lutte nationale contre la Péninsule Ibérique. Mais l'adversaire impérialiste, après 1912, était autrement mieux armé que la féodalité hispano-portugaise. La bourgeoisie européenne victorieuse au XIX^e siècle disposait de moyens révolutionnaires qu'elle mit en oeuvre pour mettre la main sur les richesses du monde et réduire à sa merci toutes les sociétés restées sous la domination de la classe féodale.

Toutefois, cela explique qu'au début du Protectorat français, une partie importante de la féodalité marocaine s'est placée d'emblée dans les rangs de la résistance nationale. Elle le fit poussée moins par pur nationalisme que par souci de défendre ses intérêts matériels et ses moyens d'exploitation traditionnelle.

Aussi la féodalité marocaine entre 1912 et 1930 a-t-elle encadré la résistance nationale, d'autant plus que cette phase du protectorat fut précisément celle de l'accaparement des terres marocaines aux dépens des féodaux, et au bénéfice des colons. Plus que jamais nos féodaux étaient désireux de se battre, et l'on vit aussi une classe socialement réactionnaire mener un combat politiquement progressiste. La guerre du Rif explique et illustre ce paradoxe, puisque cette guerre fut parfaitement progressiste car elle eut un écho très large dans notre patrie et fut même un des facteurs essentiels qui contribuèrent à élargir les rangs de la résistance nationale et à la développer.

De fait on constate dans la deuxième phase du protectorat qui s'ouvre à partir des années 1930, qu'au mouvement de résistance nationale dans les campagnes a succédé la prise de conscience nationale dans les villes.

C'est pourquoi on peut dire, non sans quelque exagération certes, que la bourgeoisie citadine au Maroc est restée entre 1912 et 1930 presque neutre par rapport au colonialisme, car elle n'avait pas encore été directement menacée par ses entreprises. Les villes sont restées dans l'attitude du spectateur

* n'étaient

devant le combat national mené par la féodalité désireuse de défendre sa prépondérance politique et sociale. L'élément géographique sans doute a été déterminant car les villes ont été plus neutralisées que neutres. La ville en effet est militairement plus facile à pacifier que la campagne.

Pourquoi alors l'attitude des villes a-t-elle changé après 1930? Essentiellement parce qu'alors le colonialisme, après s'être emparé des terres et les avoir redistribuées aux colons, est passé à la deuxième phase coloniale: Celle de l'exploitation industrielle. Cela signifie que les bases économiques de la bourgeoisie urbaine, artisanale et commerciale, étaient à leur tour menacées. On imagine aisément le sens de l'introduction de l'électricité dans les villes par rapport à l'artisan de la bougie. On sait aussi que les événements sanglants de Meknès en 1932 ont eu pour raison principale le détournement des eaux de l'Oued Boufekrane au bénéfice des colons du Saïs; et priver une ville de son eau ne signifie pas seulement qu'on empêche ses habitants de faire leurs ablutions, mais qu'on le prive surtout de la source d'énergie principale de l'artisan et d'un instrument de travail.

La naissance de la bourgeoisie nationaliste et le rôle de la classe ouvrière.

Il apparaît donc à l'évidence que les classes marocaines sont entrées dans les rangs de la résistance nationale au fur et à mesure que se sont développées les entreprises coloniales menaçant sans cesse les intérêts vitaux des classes productives et leurs moyens de production traditionnels. C'est là qu'on découvre la base économique de cette doctrine éminemment bourgeoise qu'est le nationalisme. Le nationalisme est une réaction à l'impérialisme. C'est la réaction d'une bourgeoisie réduite à la défensive contre une bourgeoisie en phase offensive. Or, par le nationalisme et la propagande nationaliste, la classe bourgeoise marocaine a pu se substituer à la féodalité - qui, elle, se servait de la propagande religieuse - pour prendre la tête de la résistance et apparaître à la surface de notre société comme une classe de poids et d'avenir.

Elle a pu surtout s'adjoindre, dans le combat national, en dehors de quelques éléments féodaux, les armées nombreuses et sans cesse renforcées de paysans chassés de leurs terres par le Protectorat et attirés par les villes où étaient lancées les premières entreprises industrielles étrangères. Au sein de cette abondance de candidats au travail devait se constituer petit à petit une classe ouvrière proprement dite, et ce fut là le fait le plus important de notre histoire dans les années 30. Il s'est formé une classe ouvrière capable de parvenir rapidement à une conscience politique et économique d'autant plus aiguë que les ouvriers marocains ont été éduqués à côté des ouvriers européens débarqués au Maroc avec le capital impérialiste mais qui avaient derrière eux un long passé de lutte contre leurs patrons. De plus ce fut l'époque en Europe de grands remous sociaux et économiques, où s'affrontèrent avec évidence le monde du capital et celui du travail, époque surtout où les travailleurs européens encouragés par l'exemple soviétique avaient atteint un haut degré de mordant révolutionnaire et de conscience prolétarienne, au point qu'en France force fut pour les capitalistes de subir le Front Populaire. Rien d'étonnant par conséquent que les premières grandes grèves marocaines datent de mars 1936; au cours de ces grèves nos ouvriers firent pour la première fois l'expérience de la valeur politique et sociale de l'organisation syndicale pour leur défense.

Cette expérience, ils la vécurent aux côtés de leurs camarades européens, ce qui prouve à quel point la lutte des classes ou, si l'on préfère, la solidarité de classe ne dépendent ni de la frontière, ni du sentiment nationaliste. D'ailleurs le "Petit Casablancais" qui fut l'ancêtre du "Petit Marocain" ne s'y trompait pas, qui demandait aux ouvriers européens, le 20 juin 1936:

"Vous avez insufflé aux indigènes l'esprit de révolte. Ne voyez-vous pas que vous leur avez donné une arme redoutable? Etes-vous capable de dire contre qui ils s'en serviront demain?"

Chacun sait que la presse Mas ne manque pas d'intelligence. En l'occurrence cette prophétie était fort légitime, tant il est vrai que la prise de conscience sociale et économique aboutit nécessairement à la prise de conscience politique. C'est ainsi que l'union des efforts de toutes les classes et particulièrement des classes bourgeoise et ouvrière, a été capable de creuser le tombeau du Protectorat. Il est à noter surtout que la féodalité n'a pas "raté le coche", ce qui prouve son réalisme et aussi sa vitalité actuelle. Cela prouve surtout que durant tout le Protectorat la contradiction principale n'a pas opposé les classes marocaines entre elles mais a opposé les forces nationales marocaines à l'impérialisme étranger.

Enfin la vitalité de la féodalité s'explique aussi par le fait qu'à partir de 1930 la puissance occupante a cherché systématiquement à contrecarrer la montée du mouvement nationaliste par l'alliance avec les féodaux marocains en échange de privilèges matériels et grâce à une certaine sauvegarde des apparences politiques.

C'est dans ces conditions que nous avons recouvré notre indépendance politique. Les analyses nous permettent maintenant d'étudier les relations inter-classes depuis 1956.

Les maîtres du capital

Deux forces sociales, deux types de classes sont à distinguer depuis notre libération du joug politique étranger: d'une part les classes au pouvoir d'autre part les classes aspirant au pouvoir. Ceci ne signifie pas il va de soi, qu'il existe une homogénéité parfaite au sein de chacun de ces groupes de classe. Au contraire ils sont animés de contradictions flagrantes.

Dans les classes au pouvoir nous trouvons en premier lieu le phénomène impérialiste qui, sans instituer une classe dans notre société, n'en pèse pas moins d'un poids social et économique déterminant. C'est que depuis dix ans rien de fondamental n'a été changé dans les moyens de l'exploitation impérialiste, rien sinon le nom des fonctionnaires chargés de faire fructifier le capital étranger. Au lieu de feu Jean Dupont c'est maintenant Mohamed ben Ahmed qui veille au grain. C'est dire que l'impérialisme possède toujours nos richesses et nos moyens de production: terres, usines, banques, minerais. Quelques exemples! En voici:

--le gisement de charbon de Jerada est aux mains de la société belge Ougree-Marihaye avec la participation de quelques groupes financiers et industriels comme Penarroya et la banque de Paris et des Pays-Bas.

--les métaux non précieux: zinc, plomb, et cobalt sont contrôlés par trois sociétés constituées par la participation du groupe Morgan et de Penarroya (Mines de Zellija) et Boubeker) de même que les mines de Aouli sont aux mains de Penarroya, avec la participation de la banque de l'Union parisienne-Mirabeau, de la Banque de Paris et des P.B. et du Bureau minier de la France d'Outremer.

Les gisements de Touissit sont possédés par le groupe belge de l'Asturienne des mines.

La production de manganèse est monopolisée par quatre organismes parmi lesquels la banque de Paris et des Pays-Bas et les sociétés métallurgiques et minières françaises De Wendel et Ugine, ainsi que différentes sociétés financières.

Il va sans dire que la production de ces gisements est exportée en totalité à l'étranger sans aucune chance d'utilisation sur place; les bénéfices qui en résultent restent tout de même à l'étranger par le moyen de combines de paiement et de manoeuvres juridiques secrètes ou publiques.

Toute la production minière marocaine est donc en mains étrangères. Le B.R.P.M. créé par le Protectorat en 1928 n'a eu d'autres objectifs de départ que la représentation des intérêts étrangers et leur sauvegarde. Rapidement il est devenu un moyen de soutirer de l'argent à l'Etat marocain pour le plus grand profit des banques. D'ailleurs la participation du Bureau n'a jamais dépassé 30% des actions minières. On ne saurait donner une image plus claire de la situation d'une économie si lourdement dominée par l'étranger.

Dans le domaine de l'industrie, la situation est aussi grave.

Dans le bâtiment domine la Société Lafarge et aussi la Compagnie Générale du Maroc, filiale de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Dans les industries alimentaires : minoterie, brasserie, raffineries, même situation. La CO.SU.MA., a toujours dominé, et jusqu'à une date toute récente le raffinage du sucre. La CO.SU.MA. est composée du groupe sucrier Beghin et Lebaudy, de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

En 1952, pour avoir une idée des gains qu'elle a pu réaliser, la CO.SU.MA. a fait 22.000 francs par ouvrier, pendant qu'elle emploie 2 000 ouvriers.

Dans la Conserve, les 9/10e de l'industrie sont aux mains de la Compagnie Générale du Maroc, filiale de la Banque de Paris et des Pays-Bas, des des groupes le marchand à Safi, Amieux à Agadir.

Kuhlmann, quant à lui contrôle l'industrie chimique depuis la création en 1922 de l'usine pour la fabrication de l'acide sulfurique, de super-phosphate et de produits dérivés. De même le gypse, qui est fondamental dans la fabrication de l'acide sulfurique, est monopolisé par la Société Chérienne du Gypse parainée par la Banque de Paris et des Pays-Bas.

C'est encore cette même banque, hydre à plusieurs têtes s'il en fut, que nous trouvons derrière la Société Générale Marocaine et aux côtés de la Société Schwartz Haumont dans le domaine de l'Industrie de transformation.

De même qu'on y trouve J.J. Carnaud de Basse-Indre, filiale de Wendel. Il eut fallu signaler les autres secteurs industriels comme le cuir, le textile, la chaussure, les organismes commerciaux comme monoprix, les grands magasins pour que ce tour d'horizon soit plus complet. Nous avons cité de quoi justifier simplement ce propos, de quoi affirmer que l'impérialisme nous domine toujours. Le commerce extérieur lui-même était jusqu'à de récentes et hypothétiques nationalisations aux mains des étrangers puisque 75% des bénéfices profitaient à 2% des habitants du pays qui n'étaient pas de Marocains; on a dit qu'on nationalisait le commerce extérieur! Mais a-t-on touché aux groupes qui produisent les articles concernés? Et comment peut-on nationaliser le commerce extérieur en laissant de côté le secteur des importations.

Féodalité terrienne et "réforme agraire".

Dans le domaine agricole même les colons, jusqu'à une date récente possédaient 1 million d'hectare en terre de colonisation officielle, et terre de colonisation privée, mais toute terres soutirées manu militari aux paysans marocains. Qu'après cela, la colonisation agricole produise 10 à 15 % de toute la production agricole marocaine (mais 25% des céréales panifiables, 35% des légumes et 75% des agrumes, la vigne en totalité, et l'ensemble des primeurs) on n'ose pas s'en étonner, on s'étonne seulement que la situation n'ait pas changé dix ans après l'indépendance.

Quant à ce que l'on appelle pompeusement la réforme agraire, elle ne tend qu'à récupérer deux cents mille hectares sur le million sans compter qu'on verse de grosses indemnités prélevées naturellement sur le contribuable marocain aux colons qui souvent n'avaient pas acheté la terre qu'ils occupaient; ou l'ont payée au centième de sa valeur; sans compter aussi que la petite personne du colon est souvent maintenue sur place derrière le paravent de l'assistance

technique.

Tout cela limite, considérablement la portée de l'opération de la prétendue récupération des terres.

Les bases de l'impérialisme au Maroc ont été et demeurent puissantes. Il contrôle les forces les plus vives et monopolise nos moyens de production. Rien de tout cela n'a été ébranlé dix ans après l'indépendance. Cette position de force fournit à l'impérialisme sur le plan politique et moral les moyens de consolider son emprise. Il se sert pour cela de l'assistance technique, de la presse... Les assistants techniques, par exemple, participent directement, nécessairement à l'établissement de notre politique et à son orientation qui ne peut être que téléguidée. Est-il possible d'admettre qu'ils puissent tracer et appliquer une politique contraire aux intérêts de leur pays, ou seulement contraire aux intérêts de leurs compatriotes qui résident au Maroc.

La féodalité qui a commencé à ressouder ses rangs, puisqu'on y trouve maintenant aussi bien ceux qui ont collaboré du temps du Protectorat que les autres et dont le total atteint 10 000 individus, détient un million d'hectares.

Quoiqu'ils subissent dans leur mode de production des changements décisifs certains d'entre eux se sont mis à exploiter tout ou partie de leur terre selon le mode capitaliste et par des moyens techniques modernes. D'autres se sont adonnés au commerce, ou de préférence à l'exploitation de rentes immobilières dans les villes. Mais leur comportement global, leur manière de penser restent encore et entièrement liées à l'impérialisme, d'abord parce qu'après 1930 ils ont abondamment collaboré avec lui, parce que l'indépendance politique a été l'occasion décisive de la grande réconciliation, mais ils sont conscients qu'une réforme agraire authentique ne saurait s'arrêter aux terres des colons, qu'elle engloberait tôt ou tard leurs terres aussi.

Enfin, la classe féodale étant depuis longtemps dépassée par l'histoire, préfère, dans des pays comme le nôtre, vivre de la bourse impérialiste plutôt que de ne pas vivre du tout. Ainsi notre féodalité est, par nécessité vitale, l'alliée naturelle de l'impérialisme. Rien d'étonnant à ce que les cadres supérieurs de l'armée marocaine soient recrutés dans les milieux féodaux, ce qui fait de cette armée une force disposée à défendre essentiellement les intérêts conjugués de l'impérialisme et de la féodalité. Rien d'étonnant non plus que nos féodaux cherchent à s'organiser et créent deux partis et des groupes de lutte politique connus de tous qui cherchent à faire du régionalisme, voire du racisme, les bases politiques du maintien d'un régime condamné.

Il est à remarquer entre autres, que la nationalisation de certains secteurs de notre commerce extérieur touche quelques intérêts marocains, c'est à dire ceux de quelques riches bourgeois; par contre la réforme agraire qui toucherait ceux des féodaux reste toujours un vain mot.

Une alliance qui demeure: le soutien de la presse Mas à la féodalité.

Même l'assistance culturelle est, pour nous marocains, négative au possible. N'oublions pas surtout que la presse impérialiste paraît dans notre pays avec ses plus belles unités du temps du Protectorat: la "Vie Marocaine", le "Petit Marocain", la "Vie Economique" ont seulement changé leurs méthodes, nullement leurs objectifs. Ils ont adopté la voie de la surenchère démagogique et de la flatterie la plus veule pour entretenir "en douce" l'opinion marocaine dans l'admiration béate de la civilisation capitaliste et libérale.

Récemment le "Petit Marocain" a joyeusement ouvert ses pages à une opération de propagande montant en épingle quelques succès de l'investissement touristique en Espagne pour faire accréditer chez nous l'idée que les seuls moyens de sortir de l'ornière est le capitalisme libéral, et ce, pour que les étrangers possesseurs de capitaux puissent détenir le pouvoir économique, voire le pouvoir tout court. Dans une telle situation quel rôle reste-il à jouer aux classes maro-

caines?

Ce n'est certes pas justifier cette collusion de la féodalité avec l'impérialisme que d'ajouter que d'autres catégories sociales marocaines font cause commune avec l'emprise capitaliste étrangère.

La bourgeoisie marocaine

En effet une fraction de la bourgeoisie composée d'intermédiaires et de prête-noms, se vend à l'impérialisme en échange de privilèges matériels. C'est ce qu'on peut appeler la grande bourgeoisie; non pas qu'elle ait des capitaux à investir puisqu'elle ne possède au fond que les aumones que lui dispense l'impérialisme qui l'emploie mais ce sont ces aumones qui font de ces bourgeois des le suppôt du capital étranger. Aussi ont-ils une idéologie nettement caractérisée par le libéralisme qui permet d'ouvrir devant l'impérialisme les portes de notre économie. Sur le plan politique elle penche vers une démocratie de type parlementaire européen pour que les détenteurs étrangers du capital soient assurés de leurs profits et de la stabilité. Cette bourgeoisie a pour défendre ce point de vue un parti et des journaux.

A côté d'elle on peut distinguer une catégorie de bourgeois bureaucratiques, composée de hauts fonctionnaires qui le plus souvent ont mis à profit le manque de cadres marocains compétents à l'aube de l'indépendance pour s'emparer des postes les plus élevés dans l'administration sans aucun rapport avec leurs maigres capacités. On ne s'étonnera pas de les voir alors apposer automatiquement leur signature au bas des documents que leur présentent les assistants techniques. Tout ce à quoi ils s'occupent, c'est de gonfler au possible, en abusant de leur pouvoir leur compte bancaire, de voyager et de jouir. L'on sait à quels types de combines ils peuvent se livrer en délivrant des licences d'importation et en réalisant des commissions fructueuses sur toute opération de vente et d'achat. En somme ce type social a vendu d'avance sa conscience et son hypothétique talent au plus offrant.

Telles étaient les classes au pouvoir. En face d'elles se trouvent les classes y aspirant et telles aussi supposent, peut-être plus encore, d'importants clivages sociaux. On peut considérer qu'elles constituent les forces nationales étant bien entendu que le qualificatif national est à appliquer différemment à chacune des catégories représentées. Cependant elles ont en commun d'être restées plus farouchement attachées à leur qualité de marocaines; de même qu'elles constituent la majorité écrasante de la société marocaine. Toutefois on y trouve à côté d'une catégorie bourgeoise consciente que la contradiction fondamentale est entre notre société et l'impérialisme et fidèle pour cela aux slogans nationalistes, l'ensemble de la classe laborieuse ouvrière et paysanne.

La bourgeoisie nationale comprend des entrepreneurs, des propriétaires fonciers moyens qui n'ont acquis leurs terres généralement qu'après l'indépendance, des commerçants surtout, des fonctionnaires aussi. Cette bourgeoisie a incontestablement mis à profit le recouvrement de l'indépendance politique pour élargir ses propres assises économiques. On la voit participer à l'activité des transports routiers, aux entreprises de textile, de cuir, des huiles; s'adonner à la rente immobilière. Mais elle se rend compte qu'elle ne peut aller aussi loin que ses appétits, en raison des barrages que lui oppose l'impérialisme et la féodalité. Aussi bien pousse-t-elle à la lutte contre eux, dans le but de les dépouiller, voire de grignoter seulement quelques uns de leurs privilèges;

Aussi cette orientation de fond l'oppose de plus en plus aux classes laborieuses qui n'ont, elles, que leur travail pour vivre. Cette bourgeoisie par conséquent a une tactique mouvante, suivant ses intérêts du moment elle se rapproche tantôt des forces populaires pour porter un coup à l'impérialisme tantôt des classes au pouvoir pour freiner et maîtriser les revendications

populaires. Ses positions sont donc plus nationalistes que rationnelles, tendant à éliminer l'impérialisme et la féodalité pour prendre leur place. Le nationalisme est précisément ce qui permet à ces bourgeois de penser et de faire croire qu'ils représentent à eux seuls l'ensemble de la nation. Mais on sait maintenant comment s'est terminé le scénario de 1789. Comme les Barbares et autres Billand Varenne, cette bourgeoisie, si les forces populaires la menaçaient directement un jour, n'hésiterait pas à se tourner toute entière contre elles, et à s'allier à la féodalité et son capital étranger. Pour le moment elle tient à prendre quelques attitudes progressistes en matière sociale et économique. Mais c'est plus prévenif le danger révolutionnaire, et maintenir derrière certaines catégories travailleuses des masses marocaines. Pour cela elle est fort bien organisée, a son grand parti, ses journaux, ses organisations syndicales telles que l'Union Marocaine de l'Agriculture ou l'Association des Jeunes Patrons marocains.

Les Forces réelles du Maroc.

Si bien que les véritables forces nationales apparaissent être nécessairement les forces progressistes. Non seulement elles n'oublient pas que l'ennemi numéro un reste l'impérialisme mais elles sont conscientes de la nécessité de renversement des structures d'exploitation quelles qu'elles soient, et de leur remplacement par des structures socialistes de production et de distribution. Les forces progressistes se distinguent donc de la bourgeoisie nationaliste en ce qu'elles ne possèdent pas de moyens de production et n'ont en fait que leur force de travail.

On y trouve pourtant, une catégorie bourgeoise, la bourgeoisie traditionnelle d'avant le Protectorat, constituée d'artisans et de petits commerçants dont les moyens économiques se sont considérablement affaiblis devant l'impact industriel et impérialiste. On y trouve aussi le petit fonctionnaire, les enseignants et d'une manière générale ce qu'on peut appeler les intellectuels, c'est à dire ceux qui savent lire, écrire et réfléchir, et sont devenus de ce fait capables de prendre conscience de la précarité de leur situation. Si on préfère les intégrer dans la petite bourgeoisie c'est que précisément ils se distinguent du prolétaire en ce qu'ils possèdent au moins un vernis de culture alors que l'ouvrier ou le paysan n'ont ni richesse ni culture. Mais ces petits bourgeois sont les alliés naturels du prolétariat et leur rôle est décisif dans l'organisation et l'encadrement du potentiel révolutionnaire.

Condition sociale et rôle du prolétariat.

Il n'en demeure pas moins que l'avant-garde du prolétariat c'est la classe ouvrière avec un million d'ouvriers. C'est une force puissante et organisée, sa mise sur pied au lendemain de l'indépendance a été le fait dominant de notre passé récent. Elle a pu prendre conscience d'elle-même et s'aguerrir à la faveur de la lutte contre le colonialisme. De même qu'elle a su profiter de la fréquentation des ouvriers européens travaillant au Maroc pour apprendre le syndicalisme et vivre ses premières expériences syndicales. Elle est donc de pensée socialiste, quoique son élan révolutionnaire soit freiné par quelque obstacles d'importance.

Il en est qui sont dus à la réalité historique que nous vivons masquée par l'impérialisme. Les ouvriers travaillant dans le secteur industriel ne sont qu'une poignée en fin de compte par rapport à la masse des chômeurs que ne cesse de déverser la campagne sur la ville (30% de la population active des villes est sans travail). Cela n'est pas sans peser lourdement sur l'ouvrier tant pour son travail que pour son niveau de vie et ses préoccupations. Trop souvent l'ouvrier marocain doit penser à sauvegarder son poste.

Activités de l'A.E.M.N.A.

Vacances studieuses pour l'A.E.M.N.A., et rentrée dynamique, voilà comment on pourrait caractériser très vite les activités.

* Invitée par la "Vie Nouvelle" (mouvement catholique qui se réclame du personnalisme défini par E. Mounier), l'A.E.M.N.A. a assisté en juillet à une rencontre destinée au développement des pays du Tiers Monde. Pour "Vie Nouvelle", ces pays sont vierges d'idéologie. Notre délégation fit entendre la voix de l'Afrique du Nord et attira l'attention sur les problèmes palestiniens en particulier.

* A Boulouris, à côté d'organisations de langue française, l'A.E.M.N.A. participa à un stage économique portant sur les pays en voie de développement.

* Du 21 au 27 octobre s'est tenu à Rabat le Xe Congrès de l'U.N.E.M., congrès auquel l'A.E.M.N.A. était invitée au côté d'organisations comme l'U.N.E.F., l'U.G.E.T., U.I.E., C.I.E., C.O.S.E.C., V.D.S., N.S.U.S.A.... Point n'est besoin de souligner l'importance de ce congrès; le président de l'U.N.E.M. venait d'être libéré après 6 mois de geôle; le combat de cette union aux côtés du peuple marocain est un exemple à méditer pour beaucoup... Notre présence à ce congrès a plus d'un sens. Au moment où notre organisation connaissait les pires difficultés, le soutien de l'U.N.E.M. ne nous a jamais manqué.

* Lors de ce congrès, l'U.N.E.M. a abordé les problèmes avec réalisme et courage. Il n'est pas vain de rappeler que le mot d'ordre du congrès a été: terre aux paysans, usines aux ouvriers. L'audience de l'U.N.E.M. pouvait se mesurer dans les bouches les plus diverses des populations marocaines par la présence de délégations de l'U.M.T., l'U.N.F.P., le P.C.M., le Syndicat de l'Enseignement Supérieur, les Oulénas, etc..., étaient là les garants de l'unité des mouvements progressistes marocains.

Sur le plan étudiant, l'U.N.E.M. joue pleinement son rôle et réunit l'immense majorité des étudiants marocains, sinon la totalité de ceux qui ont conscience des problèmes qui se posent au pays. Depuis le dernier congrès de l'U.I.E., l'U.N.E.M. fait partie du Comité exécutif de cette organisation, ce que le congrès enregistre avec satisfaction. Du sein de la C.I.E., l'U.N.E.M. fait partie de cette minorité progressiste que la Conférence a jugé bon de ne pas inviter à la conférence de C.H.R.I.S.T.C.H. U.R.C.H.

Sur le plan maghrébin, le Xe Congrès de l'U.N.E.M. n'a pas manqué de protester contre l'arrestation du Président de l'U.N.E.A., et de s'inquiéter du sort réservé au Président Ben Bella. A noter que cette prise de position est la seule à enregistrer sur le plan maghrébin. En ce qui nous concerne, nous publions intégralement la motion, votée à l'unanimité, relative à l'A.E.M.N.A.:

" X^{ème} Congrès de l'U N E M tenu
à Rabat du 21 au 26 Octobre 1965

-Motion sur l'A.E.M.N.A.-

- Considérant le rôle historique joué par la première organisation syndicale nord africaine dans la lutte menée par les pays du Maghreb contre le colonialisme et pour leur indépendance politique notamment lors du combat héroïque du peuple algérien frère,

- Considérant que le cadre offert par l'AEMNA aux étudiants nord-africains résidant en France est et demeure propice au raffermissement des liens qui les unissent dans la défense de leurs intérêts et dans la lutte pour un même objectif de libération économique et sociale et pour l'unité du grand Maghreb Arabe,

- Considérant le soutien efficace apporté à l'UNEM, soutien qui s'est manifesté dans les prises de position continuelles, la participation au comité international de solidarité avec l'UNEM, la publication de brochures sur la situation au Maroc, etc...

* à étudier

-- Considérant le bilan particulièrement positif de cette année qui s'est traduit entre autres par l'organisation d'une rencontre d'écrivains maghrébins à Paris, l'exposition picturale des jeunes peintres nord-africains en France et la semaine culturelle à travers les villes universitaires françaises, et la participation à la rencontre internationale sur le Vietnam,

Le X^{ème} CONGRES DE L'U.N.E.M. tenu à RABAT du 21 au 26-10-65

-- Renouvelle son soutien total et effectif à l'association des Etudiants Musulmans Nord Africains pour la continuation de sa mission,

-- Insiste sur son attachement au respect des principes démocratiques qui doivent continuer à réagir, cette association expression authentique de la base étudiante maghrébine en France et enregistre avec satisfaction la reprise officielle des rapports de l'U.G.E.T. avec l'A.E.M.N.A.,

-- Exprime sa gratitude à l'A.E.M.N.A. pour l'aide matérielle et morale continue apportée à l'U.N.E.M. à ses militants durant la période de répression,

-- Salue le dynamisme qui anime l'A.E.M.N.A. au cours de cette année et se félicite pour la contribution positive de ses militants au sein de cette organisation."

** Avec la collaboration des étudiants progressistes tunisiens, l'AEMNA s'est souvenue de Farhat Hachèd et organise une soirée commémorative au 115 où l'UGTT, la CGT, les journalistes, le fils de Farhat Hachèd et de très nombreuses délégations d'étudiants arabes et étrangers étaient présents. Après une minute de silence, le Président de l'AEMNA retraça la vie de Farhat et tira les enseignements de son action. Le GEAST se livra à une excellente étude sur le syndicalisme tunisien et en dressa le tableau actuel, plutôt sombre. Puis un large débat s'ouvrit. La soirée prit fin tard dans la nuit après que les participants eurent envoyé un télégramme à Madame Hachèd à Tunis. Signalons enfin l'excellente brochure éditée à cette occasion par "Perspectives".

** Notre camarade Larbi Bouguerra a fait une intéressante conférence, sous l'égide de l'AEMNA, traitant du racisme anti-nord africain.

Notre camarade dressa la longue liste des manifestations actuelles du racisme anti-nord africain en France et mit l'accent sur le rôle de la police et de la justice en France, dans ces manifestations. Il analysa, en ^{terme} économique et de classe la situation faite aux ouvriers nord africains en France. Il insista sur l'apport des ouvriers nord africains à la prospérité française. Puis il chercha les causes de ces manifestations qui ont trouvé un exutoire de choix dans la campagne de Tixier Vignancour. Puis notre camarade déplora le manque d'intérêt des étudiants nord africains vis-à-vis de ce problème et appela ceux-ci à se ressaisir et accorder beaucoup plus d'intérêt aux frères ouvriers. Et pour terminer il indiqua quelques remèdes, déplorant fortement l'inertie et la totale carence des chancelleries maghrébines en France vis-à-vis des problèmes rencontrés par les ouvriers nord africains, les solutions étant souvent politiques. Il donna en outre une bibliographie sommaire invitant les camarades à lire le dernier livre de Maucorps, Mermi et Held sur le racisme en France.

Une conférence précise, fortement documentée et où la rigueur du raisonnement n'empêche pas un très grand sens de l'humain.

L'A.E.M.N.A. au séminaire de Dubrovnik

Au mois de juillet 1965, l'AEMNA assistait en Yougoslavie à un séminaire dont l'intérêt depuis sa première session, voilà dix ans, ne se dément pas. Il s'agit d'un colloque international organisé par l'union des Etudiants et celle des Universitaires yougoslaves, sur le problème de l'enseignement supérieur dans les pays en voie de développement. Les délégations représentant la plupart des pays industrialisés et du tiers monde participaient largement aux débats ainsi qu'aux commissions

de travail permettant ainsi d'utiles confrontations.

Dans quelles conditions s'est engagée cette année la discussion et quelle fut notre position?

Chaque délégation ayant présenté un rapport sur ce problème propre d'où la grande variété d'exposés. Néanmoins, on pouvait constater une large base d'accord sur la manière dont nos camarades progressistes du Tiers monde et des pays socialistes envisageaient les problèmes.

Quant à nous, partant du rôle primordial joué actuellement par la Science y compris ses applications techniques dans le processus de développement, condition même de ce développement. Nous examinons la situation du Maghreb en le représentant comme faisant partie du tiers monde et dont la tâche primordiale est son développement socio-économique, c'est à dire devant consacrer toute son énergie à se créer les instruments nécessaires qui constituent la base de ce développement, en particulier un appareil d'initiation ensuite de formation à la Science et à la Culture. Or, nous nous trouvons dans la réalité en face d'universités incomplètes surtout sur le plan de la Science, régies le plus souvent par un malthusianisme désuet, aboutissant dès l'entrée dans le cycle de scolarité à dresser des barrières par divers moyens.

Les événements de Casablanca au mois de mars dernier témoignent d'une manière retentissante - devant les étudiants au lieu de leur faciliter l'accès des universités; ce qui constitue un reflet du choix réactionnaire de gouvernants dont l'idéal consiste à monopoliser la Culture au bénéfice d'une élite de plus en plus coupée des masses. Tandis que d'une manière complémentaire on perpétue et institutionnalise, au lieu de les dépasser, le processus de l'assistance technique qui ne saurait finalement déboucher, par les limites et les exclusions qu'il impose que sur une nouvelle forme plus subtile de dépersonnalisation nationale.

Quelles seront en face d'une telle situation nos revendications essentielles?

Fondamentalement celles d'une véritable appropriation nationale non seulement de la culture au sens étroit mais aussi de la Science, condition nécessaire de notre développement.

Dans cette perspective, deux objectifs à atteindre:

1) d'une part l'édification d'un appareil d'enseignement complet et ouvert à tous ses degrés - lié organiquement à la nation, répondant à ses besoins et non pas à son niveau supérieur (matérialisé par une caste fermée et repliée sur ses privilèges)

2) d'autre part la mise sur pied d'organismes nationaux, d'abord de contrôle, ensuite d'élaboration scientifique.

Cette tâche - vu son ampleur, pouvant être assumée en commun à l'échelle maghrébine - permet ainsi de briser progressivement le carcan de la dépendance scientifique qui est la nôtre vis à vis de ces multiples "Bureaux d'Etudes" liés à des sociétés capitalistes et dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils semblent fort peu se soucier de nos intérêts nationaux et de nos impératifs de développement.

C'est par la lutte commune des progressistes maghrébins que sur ce plan, comme dans tous les autres, nous pouvons espérer parvenir à nos objectifs.

==*==*==*==*==*==*

: : : : :

====*==*==*==*==*

**** Le roi Hussein de Jordanie, roi sérieux s'il en fut, veut bien faire une démonstration de sirtaki aux clients d'un night-club de la côte d'Azur mais refuse de se laisser photographier: il n'est pas un roi d'opérette.

LE COMBAT ESTUDIANTIN

"En politique, celui qui croit sur parole est un imbécile fini dont on ne peut rien espérer."

Lénine

De par le monde, les étudiants mènent le combat pour une démocratie valable et pour que leurs peuples accèdent à des conditions de vie meilleures. Pure phraseologie diront les sceptiques et les révolutionnaires en pantoufles... Plutôt qu'une longue démonstration, pour prouver que les étudiants sont à l'avant-garde aujourd'hui du combat politique, voici quelques informations glanées pour l'essentiel durant l'été:

*19/6/65. L'une des premières réactions hostiles au coup d'état militaire à Alger fut celle de nos frères étudiants (Cf "Maghreb Etudiant").

*Les étudiants portugais sont les adversaires les plus conséquents de la dictature Salazar: plusieurs d'entre eux sont traduits devant les tribunaux à Lisbonne. ("Humanité" du 3/7/65.)

* A Quito, les étudiants manifestent contre le régime militaire: ils se heurtent à la police qui les charge. ("Le Monde" 14/7.)

*Trois étudiants espagnols sont condamnés pour propagande illégale (Un an de prison et 800 F d'amende) par les tribunaux de Franco, en outre, leur avocat est poursuivi pour avoir dénoncé dans une lettre adressée à l'archevêque de Madrid les sévices subis par ses clients ("Le Monde" 14/7.)

*11 étudiants sont arrêtés pour menées subversives à Lisbonne. Leurs idées ne plaisaient pas au gouvernement ("Le Monde" 14/7.)

*Les étudiants japonais obligent leur premier ministre pro-américain à se réfugier, en pyjama, dans une base américaine: il fuyait ainsi devant leur vigoureuse manifestation contre la présence des troupes américaines au Japon; ("Le Monde" 14/7.)

*Les étudiants éthiopiens déclarent la guerre à l'absolutisme de Haïlé Sélassié; l'ambassadeur d'Ethiopie à Londres démissionne^{en} signe de solidarité avec les étudiants. ("Observer" 5/9.)

*Albert Luthuli, prix Nobel de la Paix assigné à résidence à Strangers près de Durban (en Afrique du Sud) est élu Président d'Honneur des étudiants Sud-africains; ainsi les étudiants montraient une fois de plus leur opposition à la monstrueuse politique d'"apartheid" du Dr. Verwoerd et de sa clique ("Le Monde" 18/7/65.)

*Les étudiants de l'Université de Michigan envoient des dons et une ambulance au FNL à Hanoï pour se démarquer de la politique impérialiste de Johnson au Vietnam ("Le Soir" de Bruxelles 12/8/65.) ; celui-ci, pince-sans-rire, avait déclaré le 6 août à de jeunes américains: "J'ai toujours été un révolutionnaire" ("Le Monde")... Le secret avait été bien gardé jusque là! D'ici que Goldwater ou Nixon se prennent pour Lénine ou Fidel Castro; il n'y a pas loin...

- AUX COTES DE NOS FRERES OUVRIERS-

"Un innocent aux fers enchaîne tous les hommes"
P. Eluard.

* L'"Humanité" et "Le Monde" signalèrent le 28 juin 1965 le cas du frère algérien Mohand Aidli qui fut mutilé -pour la vie- par un groupe de policiers et qui eut à répondre néanmoins, le 28 juin, devant la 11e Chambre de Cour d'Appel de Paris de coups à agents!! Plutôt qu'un long commentaire, nous préférons vous mettre sous les yeux cet article de M. Jérôme Canard paru dans le "Canard Enchaîné" du 7/7/65:

" JUSTICE POUR LA VICTIME!

Le 28 juin dernier, un accusé comparaissait devant la Cour d'Appel sous l'inculpation de violences. Il tentait d'obtenir des juges la réduction d'une peine prononcée contre lui le 30 novembre par la 14e chambre correctionnelle de Paris. Peine pourtant légère: six mois de prison avec sursis.

La victime et l'accusée se trouvèrent donc une fois de plus face à face. Ce fut, nous dit "Le Monde", un bien pénible spectacle. Le blessé fut amené dans une voiturette d'infirme. Il est, en effet, depuis trois ans et demi parlysé des deux jambes. Conséquence de deux balles reçues au cours de cette soirée tragique, l'une dans le poulmon l'autre dans la colonne vertébrale. Et qui le tinrent pendant plusieurs semaines entre la vie et la mort.

Les juges se montrèrent inflexibles. Malgré une émouvante plaidoirie, ils confirmèrent la peine, sans omettre, selon la loi, de signifier à l'inculpé -un certain Mohand Aidli- que toutes nouvelles violences auxquelles il se livrerait, entraîneraient automatiquement la suppression de son sursis. Après quoi Mohand Aidli s'en alla libre -mais oui!- dans sa petite voiture.

Car précisons: l'inculpé et le paralytique ne faisaient qu'un. Quand au plaignant, l'agent de police, qui avait tiré les deux balles, il s'en fut également de son côté. Sur ses deux jambes.

Les journaux ont peu parlé de cette affaire. Elle n'offre en effet guère d'intérêt. En février 62, une interpellation de police ayant eut lieu au Foyer Nord-Africain de Bagneux, Mohand Aidli qui s'y trouvait -au fait pourquoi?- porta la main dans sa poche pour en extraire ses papiers d'identité. L'agent se croyant menacé, tira. S'ensuivit -sans la participation de Mohand Aidli, du moins le prétend-il- une courte bagarre au cours de laquelle le policier fut désarmé. Ce qui constitue, on en conviendra, une violence manifeste.

Si manifeste qu'une question se pose: combien de dommages-intérêts le plaignant va-t-il recevoir? Car enfin, l'indulgence des juges accordant le sursis à Aidli ne peut aller jusqu'à priver sa victime du pretium doloris qui lui est normalement dû. Or Aidli est non seulement infirme désormais, mais pauvre et père de famille. Est-il au moins solvable? Et ne va-t-il pas profiter de cette situation pour se réfugier une fois de plus, dans le maquis de la procédure?

Il y a une justice en France, même pour les policiers. C'est donc avec sérénité qu'on attend les suites de cette affaire.

Jérôme Canard."

* L'organe du mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la Paix, "Droit et Liberté", signale:

"L'antenne TV" bulletin du comité Tixier Vignancour pour le 19ème arrondissement à Paris crie au scandale et "à la colonisation de la France" parce que, dans une raffinerie, des Algériens ont été élus au Comité d'Entreprise, feignant d'oublier qu'il y a en France plus de 500 000 ouvriers nord-africains qui contribuent à la prospérité française.... et parfois même de leur sang.

De même dans un meeting à Nice, le même triste sire a distribué des tracts réclamant "l'arrêt de l'invasion des allogènes" (Ah ! qu'en termes galants ces choses-là sont dites !) (Algériens et Noirs) qui nous apporteraient "crimes, insécurité et maladies".

Pauvre Tixier-Vignancour, depuis Hitler et les SS, l'argumentation raciste n'a guère changé !

* Deux ouvriers nord-africains sont électrocutés par le système d'alarme de leur invention, installé par peur des voleurs dans la baraque qu'ils habitaient sur un chantier.

Radio Luxembours 16/7/65

* On sait que, lors d'une des dernières sessions parlementaires, M. Michel Debré, ancien premier ministre et actuellement député de la Réunion a demandé la destruction des bidonvilles. Sa proposition a mis ce problème à la mode et "Le Parisien Libéré", journal humaniste s'il en fut, l'a reprise.... Voici ce qu'en pense André Wurmser ("L'Humanité" du 8/7/65) :

Mais, dit André Wurmser....

"SEMBLE-T-IL"

Le quotidien de l'ex-O.A.S. consacre l'essentiel de sa première page, non comme de coutume à des crimes, mais cette fois à un seul, auquel il est le seul aussi à consacrer tant de place : "Après l'horrible assassinat du pensionnaire de l'hospice de Nanterre...." Et il conclut de ce meurtre qu'il "faut d'urgence détruire ces effroyables baraquements (les bidonvilles) et reloger les travailleurs". Pourquoi il lie ce fait divers à cette recommandation, je le dirai plus loin. Ce que je veux dire tout de suite, c'est que nous n'avons pas attendu, nous, un fait divers pour crier : ceux qui travaillent en France ont tous le même droit, qu'ils soient Français, Algériens ou Portugais, à être logés comme une nation civilisée se doit de loger ceux qui produisent ses richesses.

Le Parisien libéré vient, semble-t-il, à la rescousse du Parti Communiste Français et du Comité d'Assainissement de Nanterre, à cela près que nous demandons le relogement des travailleurs afin que puissent être détruits les bidonvilles et non la destruction "d'urgence" des bidonvilles, quitte à reloger ou ne pas reloger les pauvres gens qui vivent là, non par un goût vicieux de l'inconfort, mais parce qu'ils ne peuvent acheter un appartement dans une Résidence, ni même une chambre en copropriété, et que les pouvoirs publics ont quasiment stoppé la construction des H.L.M. Au reste, si les travailleurs algériens sont entassés là, c'est en dernière analyse que les profits des sociétés qui les emploient proviennent des salaires infimes qu'elles allouent à des gens dont la patrie a été plus d'un siècle sous la coupe des amis politiques du Parisien Libéré.

Aussi la tartuffe recommandation de "reloger les travailleurs" ne donnera-t-elle pas le change. Nous demandons ce relogement par respect de ces travailleurs, nos frères. Le Parisien libéré demande la destruction "d'urgence" des "effroyables baraquements" parce que, dit son titre : "50.000 Nord-Africains entassés dans ces cours des miracles font régner la terreur". Racisme pas mort, hé l'O.A.S.

Mais par quel miracle un peu court "le plus fort tirage des quotidiens français du matin" lie-t-il aux bidonvilles ce qui peut être un banal règlement de comptes, ou l'un de ces crimes dont il régale ses lecteurs, sans accabler les concitoyens de chaque assassin ? L'article en page 2 le dit : la victime a été assassinée "par, SEMBLE-T-IL, un ou plusieurs Nord-Africains".

Semble-T-il.... S'il y avait un ou même plusieurs mauvais garçons sur 50.000 personnes, cela n'aurait rien de rerrorisant - mais, quand ils excitaient leurs lecteurs contre l'ensemble des travailleurs immigrés, ces gens ne savaient même pas qui était le ou les meurtriers du crime dont ils prenaient prétexte. Il "semblait que". Et ils titraient : 50.000 Nord-Africains font régner la terreur...."

Salards !

A. WURMSER.

* Dans la journée du dimanche 5/9/65, Europe 1 a annoncé la mort de quatre ouvriers nord-africains :

- Le premier est un frère marocain qui eut le coeur transpercé par la balle d'un pistolet à percer les métaux.

- Près de Chamonix, trois ouvriers algériens meurent asphyxiés, une explosion de dynamite ayant muré la galerie où ils travaillaient.

* Les nostalgiques de l'Algérie française, les adeptes de l'idéologie de M.Massu (général de corps d'armée à Metz) et de M.Bigéard (colonel) les spécialistes du quadrillage de la Casbah, ont remporté une importante victoire : ils ont ratissé Avignon et arrêté 450 Algériens (quel beau tableau de chasse !) parce que la police n'arrivait pas à retrouver l'auteur d'un meurtre commis en juillet. Voilà comment l'"Humanité" du 6/9/65 relate ce haut-fait :

COMTE DANS LA CASBAH, IL Y A 5 ANS

R A T I S S A G E S

E N A V I G N O N

450 ALGERIENS ARRETES

parce que la police n'a pas retrouvé l'auteur d'un meurtre commis en juillet

M.Frey vient de rapporter en Avignon, une de ces éclatantes victoires qui, dans un passé récent, ont soutenu sa gloire et assuré son renom.

L'opération alliait d'ailleurs la rigueur militaire à la finesse psychologique, comme au temps où l'on gagnait quotidiennement la guerre, en Algérie : elle avait été fixée au samedi soir, parce que c'est à ce moment là que les éminents tacticiens pouvaient espérer faire le maximum de prisonniers.

A 21 heures précises, donc, la plupart des quartiers étaient cernés. Ceux, surtout, où résident habituellement des Algériens. Puis les policiers, mobilisés par centaines, ont commencé le ratissage et les perquisitions, selon les bonnes vieilles méthodes.....

A 4 heures du matin, 750 Algériens avaient été interpellés et 450 conduits au commissariat, pour "examens approfondi de leur situation", comme on dit chez M.Frey. S'ils peuvent prouver que, dans la nuit du 17 au 18 juillet, ils n'ont tué personne, ils s'en tireront sans autre désagrement que d'avoir été fouillés, rudoyés, enfermés, humiliés.

Bien sûr, on expliquera que tous ces hommes ont été arrêtés parce que l'on espère découvrir, parmi eux, le meurtrier d'une étudiante britannique, dont le cadavre fut repêché dans le Rhône, en Arles, il y a un mois et demi. Va-t-on, maintenant rafler les habitants de l'avenue Rapp, parce que la police n'arrive pas à retrouver l'assassin de la baronne de Courtry ? Non, bien sûr. On ne rafle que les Algériens.

Cette démonstration par l'absurde, on aurait pu penser que, l'Algérie libérée, il n'y aurait plus à la refaire.

Erreur. Le racisme a la vie dure, chez M.Frey.

Lucien BENAÏT

Rappelons que de nombreuses organisations (PCF, Fédération CGT des docks et de la métallurgie, MRAP, Association Internationale des Juristes Démocrates, ASAFA, ect....) ont élevé une vigoureuse protestation contre ces menées provocatrices. Le Gouvernement algérien, après un long silence, a fini par élever une protestation officielle au Quaid'Orsay. Mais qu'a-t-il obtenu de sûr pour éviter ou prévenir de tels procédés ?

* Le 13/9/65, Abdelkader Oulichki, 25 ans, manutentionnaire marocain à Orly, a été décapité par un Constellation d'Air France.

* 27/9/65. Trois frères nord-Africains trouvèrent la mort électrocutés, au cours de leur travail, par un câble à haute tension : Rachid Kouled (19 ans), Larbi Klemlefhoum (28 ans) et Mohamed Jabnoun (35 ans).

Deux autres, Mohamed Tobbal (21 ans) et Abdelkader Ben Kherrez (27 ans) furent moins gravement atteints.

* 1/11/65. Un frère algérien, Abdelhak Bahri 21 ans conducteur de monte-charge, est mort à la suite d'un accident du travail survenu de nuit à l'Union Générale des Pétroles à Feyzin (Isère).

* Notre frère algérien Saïd Boucebel (casier judiciaire vierge) a été condamné le 27/10/65 par la 5ème chambre du Tribunal Correctionnel de Marseille (Président M.Thuillier, assesseurs MM.Gard et Gaudaire) à six mois de prison ferme et cinq ans d'interdiction de séjour... pour avoir, paraît-il déchiré le pyjama de Monsieur Auguste Modesti, truand notoire, plusieurs fois condamné et en instance de comparution pour meurtre : il avait vu notre frère "roder" autour de sa voiture ; il le rossa alors d'importance prétendant que celui ci le menaçait d'un couteau dont il déchira son pyjama... sans lui faire la moindre éraflure cependant !

Ce qui amène notre ami Morvan Lévesque, dans une de ses chroniques du "Canard Enchaîné" (10/11/65) intitulée "Marseille ou Little Rock à constater cette jurisprudence : " Dans toute affaire où un arabe, quel qu'il soit, est opposé à un non Arabe (en l'occurrence, un bon français bien de chez nous comme Modesti), cette jurisprudence me paraît déjà établie. L'Arabe est dans son tort. Rappelons l'affaire Aïdi (là aussi un blessé condamné) et l'affaire Mehyaoui encore pendante, il est vrai, où un policier un peu zélé s'apprêtait à fournir des preuves truquées au tribunal".

* La vérité finit toujours par triompher : il fait seulement lutter et persévérer : l'officier de police Loiseau a été inculpé de faux et usage de faux (9/9/65) et sera déféré prochainement, nous l'espérons, en cour d'Assises. En attendant, il est en liberté et son administration a mis plus d'un mois, après cette nculpation, pour le relever de ses fonctions ; quant à Mehyaoui, sa liberté provisoire a été refusée. Grâce à M. Loiseau il est en prison depuis plus de trente mois... Rappelons que cet officier de police indélicat avait inventé une preuve-choc destinée à prouver la culpabilité de Kaddour Mehyaoui dans l'affaire du quadruple meurtre d'Origny Ste Benoite. Une première plainte de Mehyaoui contre l'auteur de la fausse pièce avait été il y a plus d'un an, rejetée par le juge d'instruction M. Coulomb qui rendit un non-lieu, prolongeant jusqu'à ce jour la détention de Mehyaoui. Cette affaire a été évoquée aux Assises de Laon (Aisne) le 18 octobre, mais fut à la demande de la défense (Maîtres J. et A. Blanchot et A. Stibbe) reportée : les avocats de notre frère Kaddour avaient demandé d'abord le jugement du policier faussaire afin que la Cour puisse se prononcer en toute connaissance de cause sur l'affaire Mehyaoui. Nous nous réjouissons de la logique décision du Président des Assises, M. Demassieux de renvoyer le procès..... cependant, on n'a pas cru utile de libérer Mehyaoui contre lequel il ne reste plus que des présomptions !

Nous informons les camarades que Mehyaoui a bien reçu notre mandat et notre colis ; son propre frère a écrit pour nous remercier ainsi que son défenseur Maître Blanchot du Barreau de St Quentin.

* Voici l'incroyable nouvelle que nous relevons dans "Le Monde" du 18/8/65 : une école interdite aux Algériens :

UNE ECOLE INTERDITE AUX ALGERIENS

(De notre correspondant particulier)

Evreux, 17 septembre.- L'école de la commune de Glisolles (trois cent dix-huit habitants), près de Conches-en Ouche (Eure), a été construite pour trente élèves. Or, à cette rentrée, elle devra accueillir quarante-huit enfants, dont quatorze petits Algériens. Ces Algériens sont les enfants d'une douzaine de ménages installés dans une vieille demeure achetée à leur intention par la direction des usines métallurgiques de La Bonneville.

Les plus anciens de ces Nords-Africains travaillent à l'usine depuis près de vingt ans et la plupart des enfants sont nés à Glisolles même. Cela n'empêche pas le maire de la commune d'estimer que si les petits Algériens n'allaient pas en classe l'école locale serait juste suffisante pour les Français. Par conséquent, il entend refuser l'accès de la classe aux Algériens !

En fait, depuis trois ans, il essaie de faire partir toute la colonie algérienne de la commune. Aussi a-t-il refusé l'agrandissement des locaux scolaires proposé par la préfecture à des conditions peu onéreuses : la location d'une classe mobile préfabriquée n'aurait coûté que 200 francs par an à la commune.

Pour tenter de résoudre le problème, les autorités académiques ont décidé de diriger une dizaine d'enfants - Algériens ou non - à l'école de La Bonneville, en choisissant ceux qui demeurent le plus près. En effet, cette école n'ayant pas de cantine, les élèves de Glisolles devront faire quatre fois le trajet dans la journée, soit environ 6 kilomètres.

O mânes de Diderot, de Voltaire, revenez secourir la France de 1965, vous qui avez généreusement rêvé de faire rayonner la culture française sur le monde ! Et comme il sonne faux le vers de Du Bellay :

" O France mère des arts,..."

M. Girolamo Nisio, dans un article intitulé "25 siècles d'Européanisation" paru dans le numéro de juillet-août 1965 de la revue "Nouvelle de l'OTAN" démontre la vocation méditerranéenne de l'Europe et considère que les trois siècles passés par les Arabes en Europe ne sont dus qu'à la faiblesse de l'Italie... car les Arabes menaçaient les intérêts et les idéaux des Européens. Voilà comment on écrit l'histoire pour l'OTAN !!!, organisation belliciste européenne qui comprend en son sein un pays musulman d'Asie pourtant : la Turquie. Pour répondre à ces calomnies, nous citerons Elie Faure (Histoire de l'Art, Tome II, p.207) : "Quand leur confrontation dramatique s'ouvrit, l'Islam on doit le dire apportait aux civilisations occidentales des réalisations autrement vivantes que celles offertes jusqu'alors par le christianisme aux civilisations d'Orient. L'Islam qui s'était lancé dans un élan de foi désintéressée, à la conquête de la terre, pauvre et libre, ayant pour patrie ses tentes et l'infini d'un rêve qu'il poursuivait au galop des chevaux, dans le vent, des bourrasques et la poussière soulevés, l'Islam, au cours du Moyen-Âge, fut le véritable champion de l'idée jamais atteinte dont la recherche nous enfonce toujours plus loin dans l'avenir... Alors que l'ombre s'épaississait en Occident les Khalifes ouvraient des universités, reconstituaient la géométrie, la géographie, la médecine, créaient l'algèbre, couvraient les terres conquises de caravansérails, de mosquées, de palais. Ce fut, sur le fond noir de l'histoire de ce temps-là, une féerie éblouissante un grand conte héroïque des mille et une nuit."

DANS LES ACTIVITES DE L'A.E.M.N.A (Suite)

* Fastueux mois de Ramadan au 115.

Grâce, en particulier, à la diligente collaboration de notre camarade Salem, des veillées musicales eurent lieu où le malouf, les chansons algériennes et marocaines rivalisèrent de charme pour le plus grand plaisir des mélomanes et des amateurs de soirées traditionnelles. La veille de l'Aïd, comme de coutume, le comité de l'A.E.M.N.A. offrit à tous des gâteaux et du thé. Bravo à tous (Chorales, musiciens, solistes et Salem)

* L'A.E.M.N.A. a été invitée au Congrès de la F.E. d'Afrique Noire.

Elle apporta au Congrès le salut des étudiants Nord Africains. Le Congrès condamna les actuelles menées impérialistes en Afrique et discuta en commission du sort du Président Ben Bella.

LE CONTRÔLE DES NAISSANCES

COMMENT POSER LE PROBLÈME CORRECTEMENT.

par Michèle Jacquet, ancienne élève de l'ENSET, professeur au lycée d'Etat de Corbeil-Essonnes.

Nous soumettons à la réflexion de nos militants un article sur le contrôle des naissances écrit par notre amie Michèle JACQUET, qui en a une bonne expérience : elle est très proche des milieux du Planning familial.

Le contrôle des naissances est à l'ordre du jour et au moment de mettre sous presse on apprend que l'U.N.E.F. et la Mutuelle des Etudiants de France viennent d'ouvrir un centre de planning familial à l'intention des étudiants, et de consultations psycho sexuelles.

Notre camarade considère ce problème sous les angles scientifique, éthique et humain ... car à quoi servent les plans (qui camouflent souvent des desseins condamnables) et les dissertations ronflantes des démographes, des économistes et des politiciens si l'homme n'est pas pris en considération si on le manipule comme un vulgaire matériau ou comme le terme d'une équation mathématique ?

Nous ne prenons aucune position sur ce problème, ce n'est pas notre rôle ici. Nous fournissons seulement les données en vue de susciter un débat qui nous l'espérons, se concrétisera un jour par une confrontation au 115.

Contraception, birth-control, limitation des naissances, planning familial, le problème est à l'ordre du jour... Quel est le journal qui, depuis quelques mois, n'en a pas parlé à ses lecteurs... Les journaux féminins, "Marie-France", "Elle", ont informé leur public; les quotidiens "France-soir", "Paris-Jour", "La Nation" même, ont dû publier des articles sur ce thème. Le fait que l'on ^{en} parle est déjà une grande victoire pour ceux qui, depuis de nombreuses années, se battent afin que le silence soit enfin rompu..., afin que le problème soit abordé avec objectivité et réalisme..., afin, que nous qui ^{nous} vantons d'appartenir à une nation développée, cessions d'être des ignorants en ce domaine.

Mais la lutte n'est pas encore terminée et nombreux sont ceux qui se demandent encore si l'homme et la femme ont le droit de choisir ou de refuser une naissance... Souvent, c'est au nom de la morale que l'on sera contre, on associe alors curieusement liberté de la conception et licence...; à quelle débauche les femmes ne se livreront-elles pas le jour où la peur de l'enfant ne sera plus là pour les maintenir dans le "droit chemin". C'est faire bon marché de la dignité de la femme. Souvent aussi, on prend appui sur de pseudo-observations démographiques et l'on annonce qu'une libre contraception aurait "fatalement" pour conséquence une diminution du nombre des naissances. D'observateur, l'on devient prophète, et l'on menace la France du déclin démographique : à croire que l'accroissement démographique

n'est dû qu'aux "enfants du hasard" et que les couples ne désirent pas d'enfants. Pour d'autres encore, c'est un argument d'ordre économique et politique qui l'emporte : à pays puissant, population nombreuse... Comme si l'essor économique était lié uniquement à l'essor de la population, comme si la grandeur d'un état était uniquement fonction du nombre de ses habitants...

Tous ces arguments ont l'inconvénient de ne traiter qu'un aspect du problème et non le problème lui-même. Certes, la contraception qui est "l'ensemble des mesures par un couple pour éviter la conception au cours de l'acte sexuel", pose par voie de conséquences des problèmes d'ordre économique, démographique, politique, à l'échelle de la société. Mais c'est aussi un problème d'ordre individuel : dans quelles mesures un homme et une femme sont-ils libres de dissocier l'acte sexuel de la naissance d'un enfant ?

C'est, je crois, la réponse à cette question qui détermine le choix des arguments. Si l'on répond "non"... on fera alors appel à des arguments qui éviteront de poser le problème de fond. Si l'on répond "oui", c'est que l'on aura rejeté un ensemble de valeurs qui, dans notre société, lient inconditionnellement l'acte sexuel à la procréation. Alors seulement on pourra étudier objectivement ce qu'est la contraception, constater que la limitation des naissances est un état de fait en France, et en analyser rationnellement les conséquences sur le plan démographique, économique et politique.

I - La limitation des naissances est un état de fait.

Bien qu'une forte natalité se soit maintenue en France, depuis vingt ans, on ne trouve plus grère de grandes familles (!!). Les familles dites nombreuses comptent rarement plus de six enfants.. même si des exceptions existent (ne citait-on pas récemment le cas de cette femme morte en mettant au monde son 24^e enfant).

Par contre, la plus grande part des familles ont de 2 à 3 enfants. Ces observations montrent bien que les femmes n'ont pas tous les enfants qu'elles sont susceptibles de mettre au monde. En effet, si une femme si une femme se retrouvait enceinte un mois après chaque accouchement, elle pourrait mettre au monde 36 enfants, dans les 360 mois qui séparent la puberté (15 ans) de la ménopause (45 ans). De multiples circonstances viennent régir ces possibilités : période d'infécondité naturelle (allaitement...), et accidentelle (maladie), séparation momentanée des époux, âge plus tardif du mariage, etc...

mais c'est encore une moyenne de 7,1 enfants qu'une femme peut mettre au monde.

Or le nombre moyen d'enfants effectivement nés au monde par chaque femme pendant la période où elle est apte à procréer n'excède pas 2,35...

Comment expliquer ce décalage ?

Assurément parce que chaque femme évite en moyenne 4,65 enfants. N'est-ce pas là ce qu'on entend par limitation des naissances ? Ces chiffres sont d'ailleurs confirmés par des enquêtes qui ont été faites auprès de nombreux couples, par les témoignages spontanés des femmes.. et l'expérience que, tout simplement, chacun de nous peut avoir du problème.

Comment cette limitation des naissances est-elle obtenue ?

* La première -ou la dernière- des solutions, c'est évidemment l'avortement.

bien qu'il soit difficile d'en chiffrer le nombre, parce que l'avortement est interdit en France et par conséquent toujours clandestin, on estime

qu'il y a de 800 000 à 1 200 000 avortements par an, chiffre qui égalerait ou dépasserait même celui des naissances... Les peines prévues par la loi (allant jusqu'à l'emprisonnement) ne font pas reculer des centaines de milliers de femmes, pour la plupart mariées, ayant déjà des enfants, qui, en accord avec leur mari, n'ont pas d'autres ressources que l'avortement, puisque les moyens de l'aviter leur ont été refusés.

La clandestinité à laquelle elles sont contraintes multiplie les risques auxquels elles sont soumises. Alors que dans certains états, l'avortement est un acte médical, en France il faut avoir recours aux "faiseuses d'anges", aux médecins marrons.. à tout un personnel dont les services sont plus grands que les connaissances médicales... Insécurité, mauvaises conditions d'hygiène, maladresse de l'opérant, mortalité..., sans parler des difficultés d'ordre psychologique et moral, voilà tout ce que la femme qui se fait avorter doit affronter... Encore ne pourra-t-elle le faire que si elle dispose d'une somme d'argent suffisante... le risque est onéreux. Ce n'est que si elle peut disposer de sommes importantes qu'elle pourra gagner l'étranger (Suisse, Tunisie, Israël même) et se faire avorter dans de bonnes conditions médicales.

La femme la plus démunie, ou bien cherchera l'avorteuse la moins coûteuse, ou bien pratiquera elle-même l'opération... ou bien mettre au monde un enfant dont elle n'aura pas voulu... ceci pour première ou la Xème fois !

* Avant d'en arriver là, les couples ont souvent tenté une prévention des naissances, souvent empirique comme en témoigne l'enquête réalisée par le docteur Solange SIEBERT à Grenoble de septembre 1961 à juillet 62.

- sur 1200 femmes interviewées :

28 % ont déclaré n'utiliser aucune méthode contraceptive

3 % n'ont pas répondu

69 % ont accepté de préciser la méthode pratiquée :

dans ces dernières, les résultats sont les suivants :

- Méthode Ogino (associée éventuellement à un contrôle des températures)	21 %
- Injections	4 %
- Retrait	71 %
- Préservatif masculin	4 %
- Préservatif féminin (Pessaire)	0
	100 %

Ces pourcentages font apparaître :

1) l'importance du retrait -ou coïtus interruptus-

Non seulement cette méthode n'est pas absolument sûre car elle met le couple à la merci d'une défaillance masculine, mais elle est souvent une cause d'insatisfaction pour les deux partenaires (inquiétude chez la femme qui ne participe plus à l'acte sexuel, frustration chez l'homme).

2) Importance aussi de la méthode Ogino

Basée sur une connaissance approximative de la période de l'ovulation -confirmée parfois par la prise des températures au réveil qui fait apparaître une légère hausse de température après l'ovulation- elle limite les rapports sexuels à la période non féconde de la femme. Outre que la continence contraint le couple à une discipline parfois pénible, la date de l'ovulation étant susceptible de variations, cette méthode est souvent source d'erreurs.. Cependant, elle connaît une assez grande diffusion parce que l'Eglise la tient pour licite.

3) le faible rôle des injections, additionnées de liquide spermicide, dont l'efficacité est aussi bien aléatoire.

4) l'usage presque nul des préservatifs masculins

5) enfin l'ignorance totale (en 1962) de l'emploi des préservatifs féminins.

La gamme des méthodes contraceptives apparaît donc comme très limitée. Souvent elles sont empiriques et archaïques, enfin toutes peu efficaces.

A la question posée à 2.0 femmes consultantes des Centres français de Planning familial : "pourquoi désirez-vous changer de méthode ?", 66,5 % ont répondu qu'il s'agissait pour elles d'échapper à l'angoisse de la maternité non désirée, soit par suite du manque de sécurité des méthodes habituelles

* Il existe pourtant d'autres méthodes que celles connues des françaises interrogées ci-dessus... Elles ont été mises au point dans les pays où la contraception n'est pas interdite par la loi (pays anglo-saxons par exemple). Il s'agit :

- du préservatif féminin, aussi connu sous le nom de pessaire.

Bien qu'il en existe des modèles variés, le principe reste le même : l'appareil est posé sur le col de l'utérus et accompagné d'une gelée spermicide, le diaphragme par exemple peut être posé par la femme elle-même et, moyennant le respect de quelques règles simples, permet une très grande sécurité.

- la pilule

La première fut mise dans le commerce aux USA en mai 1960. Il s'agit de deux hormones de synthèse (progestérone et oestrogène) ayant la propriété de bloquer l'ovulation. Des millions d'américaines l'utilisent aujourd'hui. D'autres pilules sont maintenant en usage en Angleterre, en Allemagne, en URSS...

La sécurité est absolue moyennant la prise quotidienne d'une pilule 20 jours par cycle, prescription qui doit être observée rigoureusement. Les spécialistes cherchent aujourd'hui à mettre au point une pilule mensuelle qui suspendrait la fécondité pour le cycle.

- le stérilet

C'est un petit appareil qui, placé à l'intérieur de l'utérus, provoque la chute de l'ovule dès sa ponte.

Cette énumération n'est pas exhaustive... car la recherche continue. Ainsi les spécialistes expérimentent aujourd'hui des drogues qui, utilisées par l'homme, bloqueraient temporairement la production des spermatozoïdes. Ce serait la pilule masculine...

Ces méthodes ont l'avantage d'assurer à ceux qui les emploient une sécurité très grande. Les erreurs, quand il y en a, proviennent de négligences de la part des utilisatrices (diaphragme enlevé trop tôt, pilule oubliée par exemple). Elles respectent la liberté des individus qui peuvent, en pleine conscience, choisir de les employer ou non. Elles ont ceci de particulier qu'elles donnent un rôle important à la femme, en la rendant maîtresse de son propre corps, libre d'accepter un enfant ou non, capable en tout cas de participer à l'acte sexuel en dehors de toute crainte... Elles permettent une attitude nouvelle devant l'enfant qui n'est plus inévitablement le résultat de l'acte sexuel.

Cependant la première et la deuxième (pessaire et pilule) exigent de la femme une éducation sexuelle véritable et, pour le moment, une certaine vigilance (à laquelle j'ai fait allusion plus haut). Enfin elles supposent souvent une attitude nouvelle du couple -de l'homme comme de la femme- devant l'acte sexuel.

J'ai laissé de côté les méthodes que l'on utilise souvent dans les pays à démographie galopante. Pour enrayer les naissances, trop nombreuses dans les pays à ressources limitées, les gouvernements ont pris des mesures radicales : stérilisation des hommes et des femmes (temporaires ou définitives), légalisation de l'avortement. Si ces mesures peuvent avoir des causes d'ordre politique, il est certain que dans une perspective déterminée de limitation des naissances, de telles méthodes sont souvent les seules efficaces, faute d'une éducation suffisante des usagers... On ne s'astreint pas à prendre une pilule chaque jour si l'on n'en comprend pas les raisons... L'urgence peut expliquer ces mesures à l'échelle gouvernementale, mais on en saurait les tenir pour satisfaisantes, ne fût-ce que parce qu'elles ne font pas appel à la responsabilité de l'homme et de la femme, enfin qu'elles sont mutilantes pour l'un et l'autre.

II - Des méthodes existent, pourquoi ne sont-elles pas connues en France ?

- * La première des raisons est que, tout comme l'avortement, la propagande anticonceptionnelle a été interdite par la loi du 31 juillet 1920.

Analyse des articles 1 et 2 :

"Le crime d'avortement", sa complicité et la propagande y incitant sont punis de 6 mois à 3 ans de prison et d'une amende. Il en va de même pour la vente et la distribution de substances ou de produits avortifs, même s'il s'agit de produits sciemment inefficaces."

Analyse des articles 3 et 4 :

La propagande anti conceptionnelle est punie de 1 à 6 mois de prison

et d'une amende (même si les produits utilisés sont sciemment inefficaces)
L'exposé des motifs précise bien les raisons de cette loi :

"Au lendemain d'une guerre désastreuse où 1 500 000 français ont sacrifié leur vie pour que la France ait le droit de vivre dans l'indépendance et l'honneur, il ne saurait être toléré que d'autres Français aient le droit de tirer d'importants revenus de la multiplication des avortements et de la propagande malthuséenne".

Les législateurs de 1920 espéraient obliger les français à avoir plus d'enfants, persuadés que le nombre des hommes faisait la puissance de l'Etat, et qu'une interdiction suffirait... Par ses conséquences, cette loi fut désastreuse et l'est encore.

D'abord, elle fut inefficace sur le plan démographique : de 1920 à 1939, le taux de la natalité ne cessa de baisser (il mourait plus de français en 1939 qu'il n'en naissait). Ensuite, elle condamna les français à l'ignorance totale en matière de contraception et par conséquent, de conception. Nonbrauses sont les femmes qui, encore aujourd'hui, se marient sans connaissances élémentaires sur la procréation... les plus averties le doivent à des lectures faites à la dérobée, à des récits d'amies, quelquefois aux conseils maternels, rarement à une information à caractère scientifique.. En est-il autrement pour les hommes ? Tant que l'éducation sexuelle sera inexistante, comme c'est le cas, il ne pourra en être autrement.

Et l'ignorance eut pour conséquence le recours à des méthodes contraceptives impitiques qui favorisent un grand nombre de maternités involontaires, ou qui ne trouvèrent de solution que dans l'avortement. Ainsi, cette loi qui voulait restreindre les avortements, eut-elle pour résultat d'en augmenter le nombre...

*La deuxième des raisons, est que cette loi satisfaisait l'ensemble des français, car elle confirmait les valeurs qui étaient les leurs -et sont encore celles de ceux qui s'opposent à toute abrogation de la loi. Notre société a hérité d'une morale dont les valeurs sont étroitement liées à la religion chrétienne. Alors que l'Etat a été progressivement laïcisé, la morale s'est beaucoup plus lentement séparée des bases sur lesquelles elle a été construite. Et c'est particulièrement en ce qui concerne le problème des naissances.

Beaucoup de chrétiens bien sûr, mais aussi de laïques- continuent à croire que toute vie sexuelle est entachée de péché ou de faute. La liste des interdits en ce domaine serait trop longue : on ne parle pas de "certaines choses", on ne "fait" pas certaines choses, ou alors ce n'est qu'en secret ; le désir est répréhensible, la vie sexuelle est considérée comme anormale chez les adolescents, et encore plus chez les adolescentes, le mariage seul légalise "l'oeuvre de chair", l'adultère est une faute... Les réponses à la question "approuveriez-vous l'institution de cours d'éducation sexuelle dans les écoles ?" (enquête de 1955 - population n° 3 de 1956) le confirment :

	<u>Ensemble</u>	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>
Oui	44 %	45 %	42 %
Non	49 %	48 %	51 %
Ne répondent pas	7 %	7 %	7 %

On peut noter aussi que nombre de femmes hostiles à une éducation sexuelle est légèrement supérieur à celui des hommes. Ce qui est conforme au comportement générale des femmes (politique par ex.) qui, par leurs conditions de vie d'une part, d'autre part faute d'une éducation aussi développée que celle des hommes, restent plus attachées aux traditions et aux valeurs qui les supportent.

D'autre part, la femme reste, en dépit des affirmations de principe, un être inférieur. Créée la seconde et responsable du péché originel; elle traîne derrière elle un long ruban de culpabilité... au bénéfice de la supériorité masculine. Si elle n'est plus toujours l'entière propriété de l'homme, chargée de mettre au monde des enfants légitimes, elle lui reste du moins subordonnée dans bien des cas. N'est-ce pas là une des raisons de de l'opposition que suscite l'usage des préservatifs féminins, alors que l'utilisation des préservatifs masculins est admise. Une femme libre est égale à l'homme devant la procréation... Voilà qui peut être considéré comme une ultime défaite pour des hommes habitués à se conduire comme les maîtres et à établir des interdits qui renforceraient leur autorité !!

Enfin, l'enfant étant un "don de Dieu", qui oserait s'opposer à la volonté de Dieu ? le crime d'Onan n'a-t-il pas mérité la punition divine ! Cette croyance a encouragé une attitude peu rationnelle devant la procréation, dont nous ne sommes pas encore délivrés ; elle a favorisé l'ignorance et l'irresponsabilité des hommes et des femmes devant un acte dont l'enjeu est la naissance d'un être humain.

Ces quelques exemples sont empruntés à la tradition chrétienne.. mais les effets ne seraient-ils pas transposables à d'autres religions qui régissent d'autres sociétés ?

Aussi, les "tabous" existants, on ne pouvait parler du problème de la limitation des naissances, et si on en parlait, ce n'était que par un biais qui permettait de condamner toute initiative à ce sujet..

III - Aujourd'hui pourtant le problème est posé

On parle du contrôle des naissances parce que le temps a passé et que les conditions dans lesquelles nous vivons ont changé.

Premièrement la laïcisation des mentalités a continué, entraînant un recul des valeurs chrétiennes traditionnelles. L'examen scientifique d'un certain nombre de problèmes (psychanalyse par ex.), associé à une revendication de plus grande liberté de l'homme dans tous les domaines, a entamé les interdits, qui pesaient sur la sexualité. De la même façon, la femme a gagné en autonomie et en droits... à tel point que l'on pose pour celle-ci le droit de refuser la maternité...

Deuxièmement le décalage entre la théorie et la réalité est devenu si flagrant qu'il n'a plus été possible de fermer les yeux. Longtemps, on a voulu ignorer l'existence des avortements ; leur nombre et la contradiction fondamentale qu'ils prouvent entre une morale qui le réprouve et une pratique très répandue fait que l'on pose le problème et tous ceux qu'il implique.

L'image du couple "ils furent heureux et eurent beaucoup d'enfants", ne reflète guère la réalité faite de drames conjugaux, liés souvent à des difficultés d'ordre sexuel.

La volonté de lier sexualité à mariage ne correspond pas plus à une réalité qui montre que les jeunes ont des rapports sexuels bien avant d'avoir les moyens de faire vivre une famille...

Troisièmement, l'explosion démographique elle-même des pays sous-développés a obligé les hommes qui condamnaient la limitation des naissances à considérer le problème avec d'autres yeux.

Enfin quand les états-développés ou sous-développés s'efforcent de contrôler le développement économique de leur pays, et que l'on sait les rapports étroits qui existent entre économie et population, il devient impensable de ne pas étudier objectivement une des données fondamentales de l'économie de demain, c'est-à-dire les naissances. Il deviendrait alors possible de les encourager ou de les limiter par des mesures politiques ou sociales appropriées, la conception elle-même résultant d'une décision individuelle. Des conditions plus favorables ont donc permis de porter le problème du contrôle des naissances au grand jour.. mais ce résultat est dû à l'action d'un certain nombre de mouvements qui, avec des nobles souvent différents se sont battus, à la fois contre une loi et contre une mentalité. Le plus important est incontestablement le "Mouvement français pour le Planning Familial". Prenant le relai d'initiatives dispersées et anciennes, précédé par l'association "La Maternité heureuse", ce mouvement, créé en 1961 par la doctoresse LAGROUA WEIL HALLE, s'est donné pour tâche d'obtenir l'abrogation conditionnelle de la loi de 1920 et de permettre aux femmes d'accéder "à la maternité heureuse". Il a créé des centres de Planning familial, qui jouent le rôle de conseillers, d'éducateurs, de médecins. Informant les couples et répondant à leurs questions d'ordre psychologique ou sexuel, ils leur fournissent aussi les moyens nécessaires pour que la conception d'un enfant devienne responsable et volontaire.

Des partis et mouvements politiques ont demandé une révision de la loi en ce qui concerne la répression de la propagande anti-conceptionnelle. Ce sont le parti socialiste, le parti communiste, les mendeistes (1956), le PSU, la Ligue des Droits de l'homme, la Ligue de l'Enseignement, la Mutuelle Nationale des Etudiants de France...

Le Parti communiste de son côté, vient de renouveler un projet de loi légalisant l'avortement pour des raisons thérapeutiques et sociales. Le projet de loi que le Dr Weil Hallé, au nom du MFPPF, a déposé devant l'Assemblée, fait le point des revendications actuelles :

- 1 - abrogation de la loi
- 2 - vente des produits anticonceptionnels, sur prescription médicale et en pharmacie seulement
- 3 - interdiction de toute propagande à caractère commercial et non à caractère médical.

Dans la campagne pour l'élection présidentielle, la prise de position de F. Mitterand en faveur de l'abrogation de la loi a obligé les uns et les autres à aborder le problème.. mais les résistances sont fortes. Restent opposés à l'avortement et à la liberté de propagande les pouvoirs publics, l'Eglise catholique -dont la position semble évoluer, comme le débat du concile en témoigne- mais qui n'a pas à ce jour modifié sa position.

Notons, par ailleurs que la loi est tournée. On peut aujourd'hui se procurer en pharmacie, sur prescription médicale, des produits spermicides et des pilules anticonceptionnelles.

Il faut souhaiter que le projet de loi déposé par le Dr Weil Hallé réussira à s'imposer, permettant ainsi aux hommes et aux femmes de vivre dans des conditions plus satisfaisantes pour la dignité humaine, puisque chacun pourra exercer librement sa totale responsabilité au lieu de s'en remettre au hasard dans un acte fondamental ; puisque chacun pourra mieux assumer son être, dans sa globalité, par la dissociation de l'acte sexuel de la procréation.

Si ce projet de loi allait rejoindre ceux qui, déposés depuis quelquefois 20 ans, attendent d'être examinés, il nous faudrait participer à un nouveau combat dont la portée dépasse le problème des naissances en soi. Obtenir la liberté de la conception, c'est aussi remporter une victoire sur les attitudes traditionnelles, c'est aussi faire progresser l'homme sur le chemin de la science et de la rationalité.

* * * * *

BIBLIOGRAPHIE (à titre indicatif)

Le livre noir de l'avortement	Marcelle Auclair	12,50 F
La maternité consciente	Dr H. Fabre	8,50 F
La limitation des naissances	S. de Lestapis (1957)	
La grande peur d'aimer	Dr Weil Hallé (Gauthier)	4,80 F
Conditions de la française d'aujourd'hui	A. Michel & C. Texier (Gauthier 1964)	6,50 F
Population sur mesure	J. Devogy & P. Lescaut	3,90 F
La limitation des naissances	Dr Géraud (Union g ^{ale} d'édition) 1963	
Libre maternité	Dr Ladret (Ed. Dône 1961)	
La liberté et la conception (Temps Modernes juin 1957)		

Il faudrait y ajouter tous les documents et ouvrages publiés par le M.F.P.F. lui-même et en vente au siège du Mouvement français pour le Planning familial - 2 rue des Colonnes - PARIS 2^e.

A TRAVERS LES LIVRES

Ahmed Ben Bella par Robert Merle chez Gallimard , 9 francs

Au cours d'une série d'interviews, l'auteur de "l'Ile" a recueilli le récit de la vie du Président Ben Bella. C'est un document inédit et précieux qui jette une lumière nouvelle sur le rôle joué par le grand patriote Ben Bella à l'origine de l'insurrection, qui dissèque les succès et les faiblesses de la Révolution, qui fait la genèse du socialisme original adopté par l'Algérie et qui retrace la lutte de Ben Bella contre la spéculation et les ambitions des bourgeois algériens.

Tout militant conscient se doit de lire cet ouvrage qui livre les motivations et les options fondamentales du grand leader algérien et donne une admirable leçon de courage et de ténacité...un livre bouleversant de sincérité et de foi dans la patrie et le peuple algériens.

Décoloniser l'histoire (Introduction à l'histoire du Maghreb)
par Mohamed C.Sahli, chez Maspéro, 8,90 francs

Le livre de cet universitaire algérien est un véritable coup de tonnerre dans le ciel de tous ceux qui gravitent autour des "chers maîtres" de la Sorbonne et du Collège de France. Sahli démonte les mécanismes appliqués par les historiens français à l'étude du Maghreb et montrent que tous, peu ou prou, volontairement ou non, se sont attachés à démontrer que "l'Algérie est une colonie car elle n'est pas capable de conserver son autonomie", Sahli appelle cette démarche le "déterminisme racial et sociologique". Une exception cependant, l'ouvrage de Lacoste, Nouschi, Prenant: L'Algérie, passé et avenir. Il faut donc décoloniser l'histoire et c'est là l'exaltante tâche à laquelle Sahli convie les historiens des pays ex-colonisés.

Pour Marx (1 tome) par Louis Althusser et collaborateurs
chez Maspéro
Lire le Capital (2 tomes) environ 18 francs le volume

Deux ouvrages extrêmement sérieux, denses, critiques et positifs qui éclairent d'un jour nouveau la pensée philosophique de Marx.

Anthologie de la littérature arabe contemporaine tome 2: les Essais
par Anonar Abdel Malek, éditions du Seuil, 29 francs

Voilà un ouvrage qui tombe à point: c'est le premier inventaire systématique de la pensée arabe contemporaine. Quatre vingt dix textes sont présentés, précédés d'une impor-

tante introduction théorique; ces textes viennent d'Egypte, du Liban, de la Syrie, de la Palestine, de l'Irak, du Soudan, de la Tunisie, du Maroc, de l'Algérie, de l'Arabie Séoudite et du Yémen.

Autres livres:

- Les Français devant le racisme par Maucorps, Memmi et Meld, chez Payot
- Géopolitique de la faim par Josué de Castro, aux Editions ouvrières
- La France pauvre par P.M de la Gorce qui dit " contre la pauvreté, il n'est qu'une arme en dernier recours: la politique".

Avant de terminer cette rubrique, il nous semble utile de rappeler aux camarades que l'AEMNA dispose d'une belle salle de lecture et de travail, confortable et bien chauffée. On peut y trouver des dictionnaires, des livres de médecine, de droit, de chimie, de psychologie, de radioélectricité, d'économie, et un grand nombre de "Que sais je".

FLASHES

* Augmentation des salaires en Tunisie immédiatement suivie d'une augmentation du prix du tabac, de l'essence, du sucre etc...comme quoi les bonnes vieilles leçons d'économie keynésienne ne sont pas perdues pour tout le monde...même s'il est avéré qu'elles ont perdu toute efficacité depuis belle lurette.

** Belle réponse des étudiants de Caen à l'ambassadeur américain en France. Le recteur ayant invité les étudiants à assister nombreux à une conférence du représentant de ceux qui bombardent écoles et hopitaux au Vietnam, aucun étudiant ne se présenta, Monsieur l'Ambassadeur se trouva strictement seul devant une salle déserte.

RUBRIQUE CINEMATOGRAPHIQUE

LA SOLITUDE DU COUREUR DE FOND

Au moment où un certain cinéma français s'abîme dans le spleen, dans l'ennui, dans l'examen assommant de son nombril et où tout tourne autour de coucherie, il est réconfortant, tonique de voir un film de la veine de "la solitude du coureur de fond", un film qui mord sur le réel, qui met le doigt sur les points névralgiques des problèmes de la société anglaise. Bien sûr les amateurs de Godard diront quoi de neuf? C'est du néo-réalisme. Néo-réalisme ou pas, c'est là du cinéma "utile", du cinéma enrichissant....

Il s'agit d'une "tranche de vie", de la vie d'un jeune Anglais, des milieux les plus modestes, qui tombe dans la "délinquance" c.a.d qui enfreint les lois de la société bourgeoise...celle ci, bonne mère, l'envoie en maison de redressement.

En réalité, l'action est assez dure à relater car tout le film est fait de "flash-back", de retour en arrière, de souvenirs du jeune coureur qui viennent à son esprit lors de l'entraînement par exemple.

Le jeune Smith (Tony Richardson) fait partie d'une famille anglaise habitant les faubourgs, dans une maison pré-fabriquée : six personnes y vivent; au moment où le film débute, le père est à l'agonie : la femme reprochant à son mari son peu d'argent, lequel l'accuse d'être dépensière; celle ci est une coquette (elle s'achètera un manteau de fourrure de toc le lendemain de la mort de son mari) et a un amant qui, sitôt le père mort (il semblerait que la mère ait...disons abrégé ses souffrances) s'installe à la maison. Le jeune Smith a été profondément frappé par la mort de son père; il saisit confusément sa condition de prolétaire; il commet un "vol" dans une boulangerie (le réalisateur semble avoir des réminiscences de "Charlot") à la suite d'une altercation avec l'amant de sa mère : celui ci s'opposait à ce que Smith regarde la télévision le son coupé lors d'un discours du premier ministre, consacré à la prospérité qui, selon lui, submerge de ses bienfaits tous les Anglais; discours dont chaque phrase était démentie par les conditions de la famille Smith et de toute la classe populaire anglaise...La protestation du jeune Smith ne pouvait se manifester qu'en châtiant le premier ministre de sa voix : l'image reste là, grotesquement menaçante à la grande joie de notre ami ...et de la salle qui autour de moi croulait de rire devant la face enfarinée (télévision oblige) et comme bouffie de rage. La police se présente bientôt chez notre jeune homme et c'est alors l'occasion, pour le réalisateur de détruire un mythe tenace : la discrétion, les bonnes manières, en un mot le "fair-

play" des policiers anglais. Un concours de circonstances finit par confondre le jeune Smith...qui s'est payé, pendant un bon moment, la tête des pandores. Il est arrêté et envoyé en maison de correction, ces maisons que la bourgeoisie anglaise a faite pour récupérer les délinquants en leur offrant par exemple comme perspective, l'armée c.a.d. changer un univers concentrationnaire pour un autre car, pour cette bourgeoisie, la cause de la délinquance juvénile est simple : ces garçons, dit le directeur de la maison de redressement, ont trop de vitalité. Le rôle de la publicité, l'habitat dans les taudis, la promiscuité, le culte du sexe, les programmes de télévision, l'adoration du veau d'or, les salaires de famine, rien de ceci n'entre en ligne de compte... Simple question d'excès de vitalité...qu'il faut canaliser à "notre profit" dit l'honorable directeur, ancien officier et croyant dur comme fer à la réhabilitation par le muscle c.a.d. la course de fond.

La caméra s'attarde sur la vie de la maison de correction où les jeunes gens sont dans des ateliers exigus, sombres, fermés à clé, et travaillant pour la Défense sur des masques à gaz de la dernière guerre. Les surveillants sont de véritables gardes-chiourmes et dirigent les jeunes manu-militari. Les méthodes de la maison, malgré les allures faussement bonnasses du directeur (qui ne pense qu'au renom de la "maison"), sont celles des pénitenciers et des militaires : quiconque s'enfuit est sévèrement tabassé et mis au pain sec; les murs sont défendus par de hautes grilles, etc...

On nous décrit l'univers de cette institution : l'entraîneur, sportif personnage musclé, un peu asexué, qui cultive le goût de la violence, le "psychologue" un modèle de naïveté et de totale incompréhension des jeunes, les dames patronnesses, vieilles matrones outrageusement peinturlurées qui viennent visiter "leurs jeunes détenus", le pasteur qui assomme les pensionnaires de cantiques aux paroles aussi idéalistes que fausses, et à cet égard, la peinture du concert est un chef d'oeuvre du genre: devant de jeunes Anglais de 18 ans, on montre un imitateur du chant du rossignol "le soir au fond des bois" ou un duo d'âge mûr qui chante des rengaines oubliées.

Au cours d'un match de football, le directeur remarque une descente de Smith : il décide, lui le directeur, de l'entraîner en vue d'une course de demi-fond qui opposera la maison de redressement à une "public high school" s'il vous plait... Pensez donc ! Une "public high school". Jamais vu dans l'histoire de la maison de redressement. Une école de jeunes gens "comme il faut" a daigné se mesurer à ces délinquants ! Le directeur va tout faire pour que Smith puisse rapporter la coupe à la maison de correction. Le jeune Smith se laisse entraîner, il entre dans le jeu du directeur...apparemment...mais lui, qui vomit cette société, ses inégalités criantes, cette société qui lui a enlevé son père qui la servait à 9 livres par semaine, le jeune Smith ne veut pas se compromettre avec elle, il ne veut pas se laisser "récupérer" et profiter de ses largesses : une

Jag et une "belle poupée" car telle est la récompense s'il passait professionnel par exemple.

Un des grands moments du film est l'arrivée au vestiaire des jeunes aristocrates : courbettes, "glad to meet you" et tout le bazar...ces jeunes sont en fait des étrangers pour les pensionnaires de la maison de redressement : l'allure les habits, le langage même les séparent...la réalité des classes sociales et de leur lutte est là, sous nos yeux...

Et puis c'est la course, le public "snob" venu encourager les jeunes de la "gentry"...Smith part gagnant et sa foulée magnifique a tôt fait de lui faire dépasser le beau jeune homme, un peu efféminé, habillé de blanc qui défend les couleurs des aristocrates...mais à quelques mètres de l'arrivée, Smith ralentit, se laisse rattraper et ébauche une courbette quand le collégien passe à sa hauteur : à vous l'honneur...Ainsi Smith ne s'est pas laissé corrompre (bien que, sur le plan du sport, il ait montré son incontestable supériorité) il ne s'est pas laissé prendre dans les pièges de la bourgeoisie et des classes dirigeantes : tous ces gens, officiers, directeurs, membres du Parlement nous fusilleraient bien s'ils le pouvaient dit il. Comment donc collaborer avec eux et trahir les gens de sa classe ?

Un bien beau film qui montre, tel un entomologiste, les méfaits de la société bourgeoise où règne l'Argent, cette société bourgeoise qui ne saurait prospérer que s'il y a une frange d'humanité tel les Smith sur le dos de laquelle elle s'engraisse et qui, la garce, veut nous faire croire qu'une maison de redressement, une rencontre sportive, suffisent pour résoudre les problèmes sociaux...Et pourtant le jeune Smith enfermé dans la maison de correction (dont l'extérieur cossu arbore des allures de chateau mais dont l'intérieur sombre, grillagé, meublé fait irrésistiblement penser à ces catins sur le retour qui ont subi des ans l'irréparable outrage) est capable d'aimer, voudrait bien fonder un foyer avec une jeune fille toute simple, cesser "de se perdre"(comme il dit presque métaphysiquement) seulement, se laisser exploiter, cela, il ne l'admet pas.

OU VA LE SPORT AU MAGHREB ?

KIPCHOGE KEINO, le kényan, bouleverse soixante ans d'histoire du demi-fond, EUSEBIO Da Silva apporte à l'Afrique son premier ballon d'or, BIKILA ABEBE domine le marathon, GAMMOUDI donne à la Tunisie sa première médaille olympique...

Le sport africain se révèle depuis quelques années sur la scène mondiale et oblige les nations "évoluées" à composer avec lui, malgré une politique discriminatoire des organismes officiels dont le paternalisme est accueilli avec moult révérences par les dirigeants africains. Et pourtant, le fait d'avoir "sort" les vedettes pré-citées, peut-il inciter sans réserves à un optimisme sans frein ? Ces responsables du sport magrébin, dans le cas qui nous intéresse le plus, peuvent-ils pavoiser avec un juste sentiment d'autosatisfaction pour le devoir accompli ? Ont-ils répondu à l'enthousiasme des millions de jeunes magrébins pour qui l'activité sportive constitue à coup sûr un moyen de promotion sociale ? Dix années d'indépendance ont-elles assuré la promotion du sport en Tunisie et au Maroc ?

Essayons d'apporter des éléments de réponse à ces questions. Les analyses de la situation économique et sociale des pays magrébins de l'indépendance à nos jours, les études sur leur évolution interne, la ou les voies de développement choisies abondent pour qu'il soit nécessaire de les rappeler. Mais nous retrouvons dans le domaine du sport, les mêmes données de départ : absence d'infrastructure sportive, pénurie des cadres, faiblesse des équipements et du matériel, carence dans la conception et l'organisation sportives, mais par contre un potentiel riche, plein de ressources et de bonne volonté. Face à ces problèmes les solutions préconisées et appliquées ne s'éloignent guère dans la forme et le fonds de celles prévues pour d'autres domaines de la vie politique magrébine. Cointerpénétration du sport avec l'économique, le social et le politique est d'ailleurs entièrement réalisée. Et il est pour le moins curieux, de remarquer d'autre part, que les pays magrébins à option "socialiste" aient délibérément choisi une politique sportive de promotion d'une certaine élite choyée, et servant avant tout d'instrument de prestige. La sélection tunisienne de football ne nous démentira pas. Au Maroc, on a au moins le mérite d'annoncer la couleur : l'équipe des Forces Armées Royales bénéficient en permanence des "royalties" du souverain chérifien, elle est dispensée du championnat national et se contente de tournées de propagande. Heureusement, le public marccain n'a pas "mordu" à la présence de cette équipe, dont les nombreux exploits ne doivent pas masquer le niveau véritable de la masse des footballeurs marocains ; à cette formation comblée par un roi, le public refuse, de plein droit, son soutien.

Ce sport magrébin n'a pas eu beaucoup de chance avec l'arrivée de ses nouveaux dirigeants pour la plupart hommes politiques au passé sportif indigent. Intellectuels repentis, ils s'installèrent avec des idées préconçues, d'un conformisme aveugle et commencèrent à accomplir leur révolution avec des "Chartres du parfait sportif à la santé morale et physique inébranlables", des actes d'autorité sans fondement : dissolution de clubs, intervention dans les problèmes techniques où leur clairvoyance est douteuse n'a-t-on pas vu dernièrement un chef d'Etat, déclarer être indisposé par l'utilisation du hors-jeu par une équipe finaliste de Coupe, et envoyer son ministre des sports exiger l'abandon de la tactique lèse-majesté, faisant fi

du règlement de l'International Board et s'érigeant en inhibiteur du progrès !

Les beaux slogans sont, hélas, de rigueur ! Le sport moyen d'éducation des masses n'est qu'une panacée. Une des premières mesures "révolutionnaires" en Tunisie a été la suppression du football dans les sports scolaires pour permettre la promotion d'autres sports, a-t-on dit, mais pour camoufler une organisation impuissante en fait ? De plus, l'implantation de nouveaux sports incompatibles avec les qualités spécifiques des magrébins, n'a constitué qu'une vaine gageure ? Les Gammoudi, Allal, Brakchi, ne sont que "l'arbre qui cache la forêt". Malgré la médaille olympique, les championnats nationaux d'athlétisme en Tunisie se déroulent régulièrement devant des gradins désolément vides. Par contre l'engouement des générations montantes pour le football est prodigieuse, et les architectes magrébins qui ne prévoient pas un stade de football dans leurs plans d'urbanisme, seront la risée du public en l'an 1980 ou 2000 ! Or en ne permettant pas à ces millions de jeunes de pratiquer leur sport favori, exploité pour satisfaire une politique de prestige, en préférant entretenir une élite à la construction de terrains de jeu, les responsables du sport magrébin se situent à contre-courant et connaîtront d'amères désillusions.

Autre maladie du sport au Magreb "l'expertite". Précisons qu'elle consiste en un recrutement massif de techniciens étrangers pour pallier à la carence de cadres locaux. Ces experts, pour la plupart en chômage forcé dans leur pays, signent des contrats très avantageux avec les dirigeants magrébins dont ils savent flatter la susceptibilité nationale et obtenir la confiance aveugle. Pour préserver leurs salaires substantiels, ils préfèrent se consacrer à la "conféction" de résultats sur mesure, ne reculant devant aucun moyen ni principe rétrogrades sacrifiant un travail en profondeur -seul capable d'assurer la formation des jeunes qui leur sont confiés - à un réalisme sordide d'inspiration européenne. Après leur départ, rarement progrès notables sont enregistrés malgré les sacrifices budgétaires consentis. Il est indéniable que la formation de cadres (à laquelle on semble consentir) avait coûté moins cher aux pays magrébins.

L'expertite ne s'arrête pas là. On assiste aussi à une véritable adoration des méthodes, conceptions et organisations sportives en cours en Europe et devant lesquelles on éprouve de grands complexes. Mais comment peut-on importer le "constructif" et le "progressiste" en sport alors qu'on le refuse dans d'autres domaines ? Peut-on louer sans retenue l'organisation des sports en Tchécoslovaquie et vouloir s'en inspirer alors que les structures politiques économiques et sociales des pays magrébins même les plus socialisants diffèrent de celles des états d'Europe de l'Est ? c

La conclusion par laquelle nous terminerons le présent article où nous ne prétendons pas avoir épuisé l'analyse du sport magrébin, est que l'absence d'une véritable conception rationnelle et constructive du sport, continuera d'être le frein puissant à toute promotion sportive. Une telle conception devra s'inspirer d'une authentique philosophie de la vie et des rapports humains que seule une société égalitaire encouragera.

SUD VIETNAM

Tu me demandes, ami, dans la chaleur des confidences
Parmi les milliers de sons humains
Ceux qui me font serrer le cœur atrocement
Du fond de moi-même jaillit : *le Sud !*

Tu me demandes, mon aimée, dans la douceur des caresses
Quel est parmi les centaines de noms chers
Celui qui le mieux symbolise amour et fidélité
Du fond de moi-même jaillit : *le Sud !*

Fils, tu me demandes le pays le plus beau
Sur les flots bleus, joue l'ombre des verts cocotiers
Les plants du riz tapissent d'émeraude la terre féconde
D'azur est le ciel, *c'est le Sud.*

Sud Vietnam ! Pourquoi mon cœur tressaille-t-il
Quand les oiseaux pressent leurs ailes dans les nuages du soir
Quand au cœur de la nuit monte le son d'un monocorde
Le chant d'une flûte ou la mélodie d'une batelière ?

Pourquoi mes jours et ma joie ne sont point complets
Mon cœur, toujours anxieux d'une promesse non tenue,
Chaque bouchée de riz s'étrangle dans la gorge ?
La moitié de moi-même, le Sud, souffre et peine encor.

Le sais-tu, ami, trois mille nuits déjà sont passées
Chaque nuit, des têtes tombent, à n'en plus savoir le nombre
Neuf années déjà, le sang a coulé
Le sang du Sud, ami, le sais-tu ?

.....
Ecoute monter la voix des vivants
Comme les vagues grondantes de l'océan déchaîné
Ecoute aussi la voix des hommes d'autrefois
Bruissant comme le vent dans les palmes des cocotiers.

Un seul cri, une seule voix : *Liberté !*
Sauvez le Sud, sauvons le Sud !
L'huile bouillante monte jusqu'aux pieds de Bouddha
Torches vivantes, les bonzes s'offrent en témoins.

.....
O ma Patrie, monts et fleuves, si grands, si beaux,
Terre d'héroïsme, fleur de ce siècle vingtième
Sois fière, en première ligne, face aux U.S.
Tu tiens, terre du Sud, sublime dans ta bravoure

Sous les balles et les bombes, brillant de toute ta lumière.

Décembre 1963.

- Né en 1920 à Hué (Centre Vietnam).
- Premières œuvres dans les jours heureux du Front Démocratique d'Indochine.
- Puis prisonnier (sa tête mise à prix) : intense activité révolutionnaire au Centre Vietnam.
- 1945 : Président du Comité Insurrectionnel de Hué.
- 1951 : Membre du Comité Central du Parti du Travail.
- « Maints de ses poèmes sont aujourd'hui récités dans le peuple comme un classique des siècles passés.

Tô-Huu est devenu vraiment le poète de la révolution vietnamienne. »